

COUAK

Printemps 2020

Un palmipède cagoulé sur Sainté



MASCARADES



MASCARADE
nom féminin.

1. Divertissement où les participant-e-s sont déguisé-e-s et masqué-e-s
2. Actions, manifestations hypocrites ; mises en scènes trompeuses

On assiste depuis quelques mois à une sorte de giletjaunisation des luttes à Saint-Etienne comme ailleurs. L'action directe semble retrouver une légitimité au sein même des syndicats alors que les manifestations sous les drapeaux ont perdu de leur efficacité. Avec, comme on dit, les «actions coup-de-poing» (dépôts des outils de travail, carnivals en tous genres, blocages et décorations des permanences électorales, voire tentatives de séquestrations des élu.e.s), de nouveaux outils de lutte réinventés face à une répression croissante.

Le carnaval politique s'inscrit dans ces stratégies, en brouillant les codes de la fête et de la subversion, de la violence et de la non-violence, de l'anonymat et du déguisement.

C'est selon ce principe de détournement qu'on a enterré récemment la commune de Saint-Julien-Molin-Molette (page 14). Et c'est en mettant son plus beau déguisement que le Couac a participé aux ateliers Google (page 16) avant d'observer le spectacle télévisuel local (page 18). Mais, c'est bien sous sa deuxième définition que la mascarade est la plus présente en période électorale. Perdriau se décore lui-même (page 22) et, pendant que certains s'acharnent sur les fraudeuses imaginaires (page 24), des nazis avancent grossièrement masqués pour s'installer dans nos campagnes (page 26). Vous l'aurez compris, pour ce printemps du futur, le Couac vous livre un numéro bigaré et un peu foutraque pour profiter de votre temps libre et confiné !



JOURNAL LOCAL D'ENQUÊTE CRITIQUE, BRICOLÉ À LA MAIN

Pour toute réaction (enthousiasmée ou colérique), pour faire des propositions, pour envoyer vos potins, pour jeter des journaux dans toute la ville, écrivez-nous à couac@riseup.net

«Vous faites des fautes d'orthographe !» Ben non. Enfin, peut être qu'il en reste... Mais là où dans certains articles vous trouvez ce type de mots : «un-e habitant-e», ou «unE habitantE», ou «un.e habitant.e», c'est volontaire de la part de l'auteur-e (justement). Féminiser ou rendre la langue, c'est une manière de ne pas invisibiliser dans les textes une grande partie de ceux qui la parlent !

Couac sur le web : lenumerozero.lautre.net devient numerozero.info le 27 mars
Fête de Numéro Zéro pour l'occasion à la Cale, au Crêt-de-Roc.

Ce numéro a été auto-imprimé à l'atelier Toner-Toner à Vaulx-en-Velin (en périphérie de Sainté). Il est à prix libre. Une fois l'impression remboursée, l'argent participera aux frais d'un futur nouveau café politique et culturel sur Sainté.

PRÉFÉRONS LA RISO, POUR UNE IMPRESSION LOCAL ET APAISÉE

POUR FACILITER L'IMPRESSION DU JOURNAL, LE COUAC CHERCHE À ACQUÉRIR UNE IMPRIMANTE RISO A3. L'OBJECTIF EST DE METTRE EN PLACE UNE UTILISATION COLLECTIVE DE LA MACHINE DANS UN LIEU STÉPHANOIS.

SI VOUS EN AVEZ UNE DANS VOTRE CAVE ET NE SAVEZ PAS À QUOI ELLE PEUT BIEN SERVIR, SI VOUS ÊTES EN LIEN AVEC DES ENTREPRISES QUI S'EN DÉBARASSENT, SI VOUS VOULEZ PARTICIPER AU FINANCEMENT DE L'ENGIN...CONTACTEZ-NOUS À COUAC@RISEUP.NET

PIGEON VOYAGEUR

BRÈVES ÉPISTOLAIRES

DANS LA VILLE NOIRE I

Les années punk de Sainté sont loin d'avoir disparu des mémoires. Un co-fondateur de *Kronchtadt Tapes* et de *Kommando Holger Meins* s'en souvient bien.

Il nous livre quelques précisions sur la première partie du récit publié dans le Couac n°8. Quelques errata pour l'histoire donc :

- * *BlankSS* et *Torse* n'ont pas été publiés par *Kronchtadt* mais par un autre label stéphanois
- * *Single Track* était un groupe initialement basé à Pau, émigré à Lyon pendant un temps. Leur présence à Sainté était dû à leur label *Kronchtadt Tapes*
- * Aussi sur *Kronchtadt*, *Ich Libido* était emmené par Lionel Limousin, dit «Punky» qui s'est tué en voiture lors d'une course-poursuite avec l'un de ses amis
- * Le groupe montpelliérain *OTH* était également sur *Kronchtadt*

CULTURE, NUMÉRIQUE ET DISRUPTION SÉCURITAIRE

Parce que le droit de réponse amène un droit de contre réponse et ainsi de suite, le Couac ne sera pas un lieu de débats sur d'anciens articles publiés. Mais, puisqu'il est anti-anti-anti-autoritaire et qu'il aime bien recevoir des lettres, le canard publiera le message complet de Julien Morel sur le Numéro Zéro (rubrique Couac).

On espère que ce nouveau numéro déguisé convaincra notre correspondant de la force de l'anonymat. Pour cette fois, nous avons préféré le bénévolat rose et vert à la piste de l'économie bleue (nous avons déjà choisi cette couleur du futur dans notre précédent numéro).

APPEL À UNE « UNIVERSITÉ MORTE »

POUR QUE L'UNIVERSITÉ VIVE

EN RÉACTION À LA SITUATION DE L'UNIVERSITÉ DÉJÀ TOUCHÉE PAR LA PRÉCARITÉ ET MENACÉE TOUT AUTANT PAR LA RÉFORME DES RETRAITES QUE PAR LA NOUVELLE LOI DE RÉORGANISATION DE LA RECHERCHE, LA LOI DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE LA RECHERCHE (LPPR), LE MONDE UNIVERSITAIRE A DÉCIDÉ DE FAIRE DU 5 MARS LE DÉBUT D'UN MOUVEMENT NOMMÉ « L'UNIVERSITÉ ET LA RECHERCHE S'ARRÊTENT »¹.

POUR CAUSE DE CONGÉS, L'UNIVERSITÉ DE SAINT-ÉTIENNE A EMBOÎTÉ LE PAS LE MARDI 10 MARS. RAPIDE DÉCRYPTAGE ET POINT SUR LES MOBILISATIONS EN COURS À SAINT-ÉTIENNE.

CONTRE LA LPPR ET LE PROJET SUR LES RETRAITES, UN MÊME COMBAT

Que le projet de Loi pour une programmation pluriannuelle de la recherche arrive dans la foulée du projet de loi sur les retraites n'est pas un hasard. Les deux relèvent à l'évidence d'un même élan néolibéral de transformation de l'État et de la société, mais il y a plus que cela. Le projet sur les retraites prévoit une diminution drastique des cotisations de l'État, créant par ailleurs un déficit du système des retraites qui n'existe pas à l'état actuel. Un volet des « économies » ainsi réalisées serait redirigé vers le financement des universités afin d'augmenter le niveau de rémunération des enseignant.e.s-chercheur.e.s (mais de façon inégalitaire, on y revient ensuite) et de compenser pour partie la baisse de leurs pensions (selon les estimations, la perte serait de près de 400 euros mensuels avec le nouveau système)². Le gouvernement espère ainsi faire passer la réforme des retraites auprès des universitaires... tout en restructurant profondément le fonctionnement de l'université.

VERS UNE PRÉCARISATION ACCRUE À L'UNIVERSITÉ

« Il faut une loi ambitieuse, inégalitaire – oui, inégalitaire, une loi vertueuse et darwinienne, qui encourage les scientifiques, équipes, laboratoires, établissements les plus performants à l'échelle internationale »

C'est ainsi que le PDG du CNRS, Antoine Petit, s'exprimait dans le journal *Les Échos* en date du 26 novembre 2019. Il annonçait clairement le principe qui guide le projet de loi que le gouvernement prépare³. L'une des mesures

consisterait à supprimer le plafond actuel du nombre d'heures d'enseignement annuel (192 heures) dans le but de moduler les services selon le profil de l'enseignant.e chercheur.e. Il s'agirait ainsi de réduire le volume d'enseignement pour les « excellent.e.s », tandis que les « médiocres » se verraient imposer autant d'heures que nécessaire, sans qu'elles ne soient payées ou considérées comme des heures supplémentaires. Hormis la mise en concurrence des personnels que la loi entend ainsi favoriser, l'objectif est aussi de réduire le recours aux « vacataires » (les personnes ayant des contrats précaires, rémunérées à l'heure de cours enseignée), et donc de faire des économies. Le projet prévoit également de créer des « CDI-chantier » ; ces contrats soi-disant à « durée indéterminée » prendraient fin avec le financement d'un projet de recherche. Il s'agit de généraliser le recrutement sur contrat afin de réduire autant que possible la création de postes de fonctionnaires. Cela aurait pour conséquence une titularisation encore plus rare et tardive, et donc, une précarisation accrue au sein de l'université. Notons qu'à l'Université Jean Monnet, la proportion des enseignant.e.s contractuel.le.s (c'est-à-dire non fonctionnaires) s'élève déjà à près de 30 % (parmi le personnel administratif, cette part est de 23 %). Le gouvernement fait alors le choix de renforcer le financement par projets et contrats plutôt que par l'allocation pérenne de moyens. La compétition entre les équipes de recherche que ces mesures favorisent ont des effets contre-productifs – les enseignant.e.s-chercheur.e.s consacrent leur temps à déposer des projets, à évaluer leur propre production et celle des autres plutôt qu'à faire leur métier – et crée une recherche « aux ordres » : la recherche se doit alors de répondre à une « commande » (que celle-ci émane de l'État, d'une collectivité publique ou d'une entreprise), au détriment de son autonomie.

Il faut enfin rappeler que cette loi poursuit un mouvement déjà amorcé de précarisation des emplois dans les universités dont les jeunes chercheur.e.s sont les premières victimes. Depuis les années 1990, le nombre de postes de maître.sse.s de conférence (MCF) ouverts au concours a

diminué de 65 %. On estime aujourd'hui que les vacataires assurent l'équivalent du volume d'enseignement de 13 000 postes de MCF et représentent en moyenne plus du quart des personnels enseignants⁴.

LA MOBILISATION À L'UNIVERSITÉ JEAN MONNET

L'université (étudiant.e.s, personnels administratifs, enseignant.e.s-chercheur.e.s) a rejoint les protestations contre la réforme des retraites dès le 5 décembre. Des personnels ont été en grève de façon plus ou moins durable, ce qui a conduit à l'annulation de certains examens. Des assemblées générales régulières ont aussi eu lieu, notamment inter-degrés, concourant à la création d'une caisse de grève commune aux différents degrés de l'éducation. Des opérations de tractage ont enfin été menées sur les différents sites universitaires de Saint-Étienne.

Depuis janvier, pour dénoncer plus spécifiquement les conséquences de la LPPR sur la recherche, plusieurs motions ont été adoptées par des laboratoires de recherche (Centre CIEREC-CELEC, Centre Max Weber, Coactis, les doctorant.e.s lettres et arts, Triangle, unité de recherche Éducation, cultures, politiques) ainsi que par différents départements (arts plastiques, études anglophones, études politiques et territoriales, sociologie, histoire, lettres). Si la mobilisation est longtemps restée en-deçà de ce que l'on pouvait attendre, elle s'est renforcée au fil du temps. Depuis février, la mobilisation marquée jusque-là surtout par l'engagement des personnels a été rejointe plus massivement par les étudiant.e.s. L'UJM a rejoint la mobilisation nationale à partir du 10 mars avec tractage, programme alternatif de discussions, AG (centrale et spécifique à la question de la précarité) et projections.

Pour soutenir la Caisse des grévistes de l'éducation, vous pouvez adresser vos dons par chèque à « Solidarité Educ' 42, 4 place Jean Jaurès 42000 Saint-Étienne » ou en espèces directement dans la caisse qui circule dans les manifestations. Pour en bénéficier, vous pouvez contacter l'association en écrivant à l'adresse solideduc42@gmail.com.

1. Le site de l'université ouverte, <https://universiteouverte.org/>, regroupe les différentes informations sur la mobilisation nationale lancée à l'appel de la coordination nationale des facs et des labos en lutte.

2. Lire l'analyse présentée dans <http://www.groupejeanpierrevernant.info/#Desenfumage>.

3. Pour une présentation synthétique de la LPPR, lire également <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article8613>. Sur les personnes à l'initiative de ce projet, lire <http://www.groupejeanpierrevernant.info/#FAQLPPR>.

4. Cf. <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/020320/docteur-e-s-sans-poste-de-la-vocation-la-vacation>. Voir également la tribune des précaires de l'ESR mettant en valeur la présence déjà existante et encore trop invisibilisée de la précarité à l'université : https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/300120/precaires-de-l-enseignement-et-de-la-recherche-ne-soutient-pas-la- greve-la-fait-ou-l-e?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-67.

LOIN DE SAINT-ALBAN-DU-RHÔNE ET SA CENTRALE, SE CONSTRUIT DEPUIS UNE VINGTAINE D'ANNÉES À CADARACHE DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE, UN PROJET DE RECHERCHE AUTOUR DE LA FUSION NUCLÉAIRE, LOIN DES RADARS MÉDIATIQUES POUR DES RAISONS « COMPRÉHENSIBLES » (COÛTS, RISQUES, ETC.). CEPENDANT, IL EST UN AUTRE TYPE DE FUSION, BIEN PLUS PROCHE DE NOUS ET BIEN PLUS CONCRET, QUI POSE ÉGALEMENT QUESTION : CELLE DES UNIVERSITÉS DE LYON ET SAINT-ÉTIENNE.

LA FUSION DANS L'AIR DU TEMPS UNIVERSITAIRE

national pour la création d'ensembles pluridisciplinaires d'enseignement supérieur et de recherche, capables de tenir leur rang à l'international. L'enjeu est de taille pour ce qui concerne la fusion Lyon-Saint-Étienne autour de cet IDEX : une dotation de 800 millions d'euros, là où, à titre de comparaison, le budget total pour 2020 de l'UJM est de 129 millions d'euros³.

Des conséquences inquiétantes

Cette aspiration à briller sur la scène internationale s'inscrit dans une logique que l'on pourrait qualifier de « métropolisation » : centraliser les décisions en les éloignant toujours plus de la base (géographiquement et démocratiquement) – les étudiant-e-s et les membres du personnel. Derrière cette belle vitrine se cachent alors de fortes implications directes pour l'université, en premier lieu le recentrage de la formation à Saint-Étienne sur un « premier cycle ». Celui-ci pourrait s'accompagner de la perte progressive des masters et doctorats au profit de Lyon, pourvoyeurs de financements bien plus importants que les licences, et de l'éloignement géographique des étudiant-e-s dont certaines formations pourraient être à cheval entre Lyon et Saint-Étienne.

Ces implications ne sont pour la plupart que potentielles, étant donné que la rédaction des statuts administratifs est pour l'heure au cœur des discussions entre les différents établissements. Mais l'objectif de ce projet étant de créer un établissement avec une direction commune, l'UJM se verrait ainsi dépourvue de sa personnalité morale et juridique et perdrait la possibilité de pilotage de ses formations, des pôles thématiques conjoints entre Lyon et Saint-Étienne étant en charge de le faire. Problème : l'UJM n'aura qu'une part très congrue dans les instances représentatives et sera donc bien en peine de faire valoir les intérêts du site stéphanois. C'est d'ailleurs autour de ce point précis de la « perte d'autonomie » que se cristallisent les critiques, Maurice Vincent – anciennement maire de Saint-Étienne et président de l'UJM – en première ligne.

La genèse du projet

Le projet de fusion est initié à Lyon dès 1995 par le rapprochement des trois universités de la ville ainsi que quelques grandes écoles¹, dans un but avoué de « briller sur la scène internationale ». L'accent est donc mis sur les « formations d'excellence » et la recherche de pointe, ceci au détriment de la grande majorité des étudiant-e-s, dont le cadre de travail se dégrade. Une nouvelle étape est alors franchie en 2007 avec la création du PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur)², incluant dès lors l'université Jean Monnet (UJM) de Saint-Étienne. À l'époque, les étudiant-e-s que nous étions, trop joyeux-ses de leur victoire contre le CPE et trop occupé-e-s à lutter contre la LRU (Loi sur la Responsabilité des Universités), n'avaient rien vu venir, tout comme le corps enseignant. Pourtant certains avaient mieux anticipé : Khaled Bouabdallah, alors président de l'UJM et fervent défenseur du PRES, devint en 2013 président de ce pôle (et le restera jusqu'au début du mois de février 2020, mais nous y reviendrons)...

Passé par plusieurs noms se chevauchant temporellement et administrativement parfois (Université de Lyon (UdL), Communauté d'universités et d'établissements (ComUE)), le projet de fusion, bien avancé aujourd'hui, s'organise autour de deux dénominations : l'Université-cible et l'IDEX. Pour faire simple, l'Université-cible n'est qu'un OVNI administratif (se superposant à d'autres entités existantes en en doublant parfois les prérogatives) destiné à terme à disparaître dans une nouvelle et définitive « Université de Lyon », sorte de mastodonte des temps modernes. L'IDEX, quant à elle, renvoie à une « initiative d'excellence » : un appel à projet

Un but avoué de « briller sur la scène internationale »

Lutter contre « leur projet » à Saint-Étienne ?

À l'université, nombreux sont les personnels à nourrir de furieux doutes envers le projet. Curieusement, en dehors de la présidence et de sa « cour », peu de voix vantent les mérites sans appel de la fusion, et on décèle même dans leur discours des arguments n'étant pas sans rappeler le fameux « There is no alternative »⁴. En somme, nous devrions nous lancer dans ce projet car nous déperirons en tant qu'Université à terme si nous ne le faisons pas. Le problème, pointent les opposant-e-s, c'est que si nous y allons nous mourrons également...

Malgré le manque de démocratie et d'information criant à ce sujet depuis trois ans, les membres du personnel opposé-e-s à la fusion, s'ils ne parviennent pas encore à se structurer dans une lutte active, sont loin d'être minoritaires au sein de l'université : aux dernières élections d'octobre 2019, les personnels administratifs ont voté à 23,5 % pour la liste « Sauvons l'UJM – Non à la fusion » en lui donnant 143 voix. Chez les enseignant-e-s, maître-sse-s de conférences et professeur-euse-s confondu-e-s, la liste « Non à la fusion » a obtenu 26 % des suffrages (129 votes) quand celle pro-fusion a récolté 30 % des voix (150 votes) ! Insuffisant pour être déterminant, mais important pour peser au conseil d'administration. Ceci avec un nombre de non-exprimé-e-s significatif (34 % pour les BIATSS, et 44 % pour les enseignant-e-s), et dans le cadre d'une communication « présidentielle » écrasante sur les boîtes mail des personnels dans les jours précédant le vote⁵. Il est également à noter qu'une seule liste était disponible au vote pour les professeur-euse-s, s'agissant de celle de Michèle Cottier, l'actuelle présidente de l'UJM.

Mais cette opposition stéphanoise ne doit pas nous faire oublier que de l'autre côté des monts du Lyonnais, l'unanimité est également loin d'être de mise. Des étudiant-e-s, regroupé-e-s autour du collectif IDEX, pointent régulièrement les défauts de mise en œuvre, le monstre administratif mis en branle, et l'éviction de Lyon II du projet, peut-être pas assez « excellente » en tant qu'université « de lettres » ?⁶ Fin 2019, l'INSA (Institut National des Sciences Appliquées) Lyon, par crainte de la perte de son statut, s'est retirée du projet. Quant à l'ENS (École Normale Supérieure), également concernée par la fusion, elle souhaiterait conserver son autonomie au sein de l'UdL pour préserver ses spécificités, ce justement à quoi n'auraient pas droit les universités. Ce que

À Saint-Étienne comme à Lyon, l'unanimité est loin d'être de mise

le jury international censé délivrer ou non le statut d'IDEX a pointé comme un aspect problématique, repoussant ainsi la mise en pratique de la fusion à la date du 1er janvier 2021...⁷

Et ailleurs ?

À l'autre bout de l'hexagone, la fusion des universités de Normandie n'enchant pas non plus les édiles locaux. Dominique Gambier, actuel maire de Déville-les-Rouen et ancien président de l'Université de Rouen pointait fin 2018 les contresens de ce type de projet : des coûts accrus (non-maîtrise des coûts cachés des grosses structures, moindre contrôle de ceux-ci, dépenses élevées quand la fusion génère des frais de déplacement inutiles), une démocratie en berne avec une proximité des prises de décision réduite, une réactivité amoindrie avec la lourdeur accrue des processus décisionnels et donc une moindre capacité d'adaptation, l'isolement des étudiant-e-s au sein de ces « mammoths ». Et de préciser que plusieurs universités refusent pour ces raisons, entre autres, de fusionner avec leurs consœurs trop éloignées (Chambéry avec Lyon, Avignon et Toulon avec Aix-Marseille)⁸.

Justement, la fusion des universités d'Aix-en-Provence et de Marseille, projet pilote dès 2007, semble avoir renforcé l'expansion d'une bureaucratie libérale à laquelle se heurtent les exigences scientifiques et pédagogiques fondamentales. Un article du *Monde diplomatique* publié en septembre 2016 en pointait les failles déjà béantes : flou juridique, fonctionnement ralenti, précarisation financière accrue des personnels vacataires, clientélisme...⁹ Bref, rien de bien réjouissant, sous le soleil du sud comme dans l'humidité normande !

Un projet bien bancal

Dans leurs dernières communications, les défenseurs-euses de cette fusion s'efforcent de se montrer rassurant-e-s quant à une issue favorable. Ainsi, un récent document, en date du 18 février, exprime une position commune des gouvernances des quatre établissements fondateurs. Celui-ci, après avoir vanté « la valeur ajoutée de l'ENS Lyon », nourrissant « un cercle vertueux d'attractivité et d'excellence académiques » engage les parties en présence à se mettre au service de l'ENS, laissant craindre une mainmise de cette dernière sur les acteurs universitaires. Il rappelle

C'est autour de ce point précis de la « perte d'autonomie » que se cristallisent les critiques

également clairement l'objectif premier du projet : « L'Université de Lyon développe un système de marques reconnues. La marque de l'ENS de Lyon est un atout pour le rayonnement et l'attractivité globale de l'Université de Lyon ». Ce « rayonnement international » s'exprime via les classements des établissements d'enseignement supérieur, notamment le classement de Shanghai. Ce dernier, souvent cité comme une référence, est pourtant très critiqué en raison des critères utilisés. En effet, aucun d'entre eux n'évalue la qualité de la formation dispensée par l'établissement, d'où une focalisation exagérée sur la recherche dite « d'excellence », ceci au détriment des enseignements dispensés à la grande majorité des étudiant-e-s.

Ainsi, malgré toute l'assurance que la présidente de l'UJM s'évertuait à mettre en avant leur de sa cérémonie des vœux du 28 janvier 2020, la fusion ne semble pas tout à fait à point. À cette cérémonie étaient présentes toutes les huiles du coin ou leurs représentants, mais surtout Gaël Perdriau et Khaled Bouabdallah. Le premier avait émis des réserves à l'encontre de ce projet début décembre¹⁰, à la suite d'une intervention de Maurice Vincent dans notre quotidien régional favori qui, sans nier l'importance de la collaboration avec Lyon, fustigeait la « dissolution » de l'UJM dans le projet, et ses conséquences à long terme sur le territoire stéphanois. Quant à Khaled Bouabdallah, président du PRES/COMUE/UdL depuis six ans et donc fervent défenseur sinon porteur du projet, il a accepté début février 2020 le poste de recteur de l'académie d'Occitanie¹¹, quittant donc la place de président de cette fusionnelle Université-cible, estimant que sa présence « n'était plus indispensable » au vu de l'avancée du projet. Le capitaine quitterait-il un navire en train de sombrer ?

1. Que nous ne pouvons pas toutes citer ici, pour plus de précisions cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Universit%C3%A9_de_Lyon.

2. D'avance, nous nous excusons pour la quantité de sigles et autres acronymes : âmes sensibles s'abstenir !

3. <https://www.univ-st-etienne.fr/fr/universite/presentation-et-chiffres-cles.html>

4. « Il n'y a pas d'alternative » (à la politique de feu Margaret Thatcher).

5. Voir à ce sujet <http://lenumerozero.lautre.net/Democratie-disruptee-a-l-Universite-Jean-Monnet?>

6. <https://tribunedelyon.fr/2018/09/06/judith-hollmann-etudiante-a-lyon-2-pour-le-collectif-etudiant-idexit/>

7. <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article8583>

8. <http://normandie.canalblog.com/archives/2018/10/20/36800572.html>

9. Christelle Gérard, « Aix-Marseille, laboratoire de la fusion des universités », Le Monde Diplomatique, septembre 2016, pages 20 et 21.

10. <http://www.zoomdici.fr/actualite/Fusion-des-universites-de-Saint-Etienne-et-Lyon-Gael-Perdriau-refuse-le-projet-en-1%E2%80%99etat--id173857.html>

11. <https://www.letudiant.fr/educ-pros/personnalites/bouabdallah-khaled-22.html>

MERCREDI QUATRE MARS

Le groupe du mercredi c'est toujours un bordel sans nom on cherche toujours un nom au groupe d'ailleurs ; on est quelques-un-e-s à l'appeler groupe du mercredi ça lui confère un charme discret et pas forcé comme un vieux meuble ; celui du début d'après-midi a déjà un nom donc on est tranquille avec ça ; deux artisans fument des clopes assis dans une benne Bernard leur tient la grappe gros tirage sur sa cigarette électronique. Le groupe ça commence au milieu du local où il y traîne la fin de groupe précédent plus ou moins affairé chaque mercredi à écrire sur des cahiers à carreaux à spirales parfois ce qui passe dans les têtes au pire dans les corps au mieux ; il y a comme un tuilage à grosse inertie entre les deux groupes qui glissent lentement autour d'une grande table centrale composée en réalité de trois petites tables quatre-quarts savane et brioche et pâte de fruit et qui s'écoulent jusque dans la cour intérieure où on se gratte des clopes ; le café est froid 80 % robusta environ le cafou le café des fous dit Lylian sur un ton qui n'est pas celui de l'humour et personne s'y trompe et faire gaffe au budget c'est pas une éthique ou une culture populaire c'est juste la galère.

Armel annonce en criant puisqu'il a ses écouteurs sur les oreilles qu'il relance une cafetière Marie lui demande combien il boit de cafés par jour Armel chante du Brel sans vraiment insister sur les consonnes. La porte vitrée de l'entrée a été pété par Bernard la semaine dernière un grand coup de pied puis un second l'ont foutue en morceaux maintenant il fume des clopes avec les artisans entre artisans ils ont l'air de se comprendre de piger leur profonde complémentarité ; moment où la cocotte explose où le présent éclate dans tous les sens et où on ne s'appartient pas pour un kopeck et il faut bien que ça passe quelque part que ça marque le champ social comme un coup de griffe allez tous vous faire foutre. La première pièce

Faire gaffe au budget c'est pas une éthique ou une culture populaire c'est juste la galère

C'EST LA CHRONIQUE D'UN GROUPE QUI SE RÉUNIT TOUS LES MERCREDIS DANS UN LOCAL LOUÉ DEPUIS UNE VINGTAINE D'ANNÉES À SAINT-ÉTIENNE. IL Y AVAIT TOUT UN TAS DE RAISONS DE FAIRE UN NOUVEAU GROUPE CETTE ANNÉE : AVOIR UN RENDEZ-VOUS SUPPLÉMENTAIRE DANS LA SEMAINE, TENTER ENCORE DE DIRE DES CHOSES QUI ONT UN PEU DE SENS POUR SOI, ENTENDRE LES AUTRES LÀ OÙ ILS SONT, RENCONTRER DE NOUVEAUX VISAGES ; DONC LES MEMBRES DU GROUPE CHERCHENT ENCORE LE COMMENT DE CETTE AFFAIRE ET EN CHERCHANT, DES BOUTURES D'EXISTENCES TIENNENT TÊTE, RÉSISTENT TANT BIEN QUE MAL, SE DONNENT UN PEU D'AIR DANS LA MÉTROPOLE OÙ IL EST DE MOINS EN MOINS AISÉ DE VIVRE LORSQU'ON N'A PAS LA GUEULE À START-UP. AUSSI, LEURS NOMS ONT ÉTÉ ICI CHANGÉS POUR RESPECTER CELLES ET CEUX QUI, COMME BEAUCOUP, N'ONT PAS GRAND INTÉRÊT À LA PRÉSENCE DE CAMÉRAS, DE MICROS ET D'AUTRES FORMES DE RENSEIGNEMENT SUR LEURS IDENTITÉS DANS LES RUES QU'ILLES FRÉQUENTENT.

est pleine de poteries sur les étagères en ferraille grosse accumulation de visages de bustes des bols et des cendriers des toiles le dessin d'un château flottant dont l'étalement des couleurs criardes censées le recouvrir n'est pas terminé. Le vent balaye toute la pièce le froid on se caille à fond.

Quand Vadim dit « au revoir tout le monde » ça dit à tout le monde qu'on a plus tellement le choix d'attaquer à être le groupe du mercredi ; on se demande si on avait décidé quelque chose pour aujourd'hui Louis dit calmement que l'on est réuni-e-s pour regarder un DVD acheté en Lozère l'an dernier il est calme et le menton rentré dans un blouson en cuir mou floqué à l'effigie du Sporting de Rive-de-Gier ; en l'absence de quelques personnes on décide d'attendre avant de provoquer quoi que ce soit d'autre et de les foutre définitivement en retard ; je parle de sorcellerie avec Richard il vient de Mayenne là-haut il y a une grande tradition il connaît une nana assez classique d'apparence qui a beaucoup aidé sa famille par des circuits de causalités insoupçonnées on lui a dit ça et aussi que maintenant ça se paume un peu voire que ça part carrément en vrille dans les mains des charlatans quoi qu'il faudrait retourner voir en Mayenne combien de pleins d'essence dans le

minibus pour faire le trajet ? Au retour de Lozère quelqu'un a posé le DVD au rayon numérique et informatique de la grande étagère traversante écrasée sur un bord par la poterie à côté de Franck Dubosc en VHS ; une lenteur recouvre doucement les choses ; Armel déplace de la matière le déménagement à venir est une aubaine pour celles et ceux qui participent au mouvement permanent jusqu'au prochain port d'attache et la lutte plus ou moins passive ou mentale contre le croupissement de l'eau. Il caille complètement.

Quelques signes d'impatiences un coup de gueule sur les conditions d'accessibilité de la carte Oûra gratos la fatigue de prouver que l'on est pauvre plus les jambes pour se faire courser par les contrôleurs ; Bernard prévient qu'il ne va pas regarder le film avec nous parce qu'il doit aider les artisans vu que c'est lui qui a niqué la vitre c'est normal ok pas de souci ; Louis sort le menton du blouson et tend solennellement le DVD au devant de lui-même attaque dans le bruit de raconter l'histoire du DVD en tant qu'objet la Lozère donc la rencontre de plein de visages sur le parvis d'un château boisson chaude minibus et la nuit dans un camping à la ferme bien pourri les sanitaires dans un état déplorable au regard de celles et ceux qui ont un avis sur la question sanitaire ; achat du DVD sur un stand moustachu sympathique qui avait connu le frère de on ne sait plus qui puis Louis ne sait plus du tout de quoi parle le DVD ; presque tout le monde a oublié raison suffisante pour le regarder. La télé marche du premier coup l'impression d'être passé-e-s au travers d'un piège interview d'un type en chemise très agaçant qui se réfère aux grandes heures de la grande histoire avec des grandes intentions mais une petite voix. Les artisans qui se sont sortis de la benne attaquent de gratter le cadre de la porte Bernard gratte aussi ; pause Madjid dit que c'est trop compliqué qu'on comprend rien quand il parle alors que c'est pas compliqué de parler mais lui il y arrive pas on dirait qu'il a un langage fait pour écraser une forêt par temps de pluie mais totalement inefficace pour ce qui est de dire quelque chose qui se rapprocherait de la vérité ; Madjid respire on est suspendu à son silence et dit encore que pendant plusieurs jours il ne voyait plus les objets autour de lui comme un cheval incontrôlable qui aurait renversé la cafetière

On dirait qu'il a un langage fait pour écraser une forêt par temps de pluie mais totalement inefficace pour ce qui est de dire quelque chose qui se rapprocherait de la vérité

ou le porte-manteau ou autre chose qu'il y a peut-être un nom grec pour dire ça mais il n'y a pas de grec dans l'asso et la tête à claques du dvd doit bien être foutu d'entendre ça.

Un artisan traverse la pièce en chantonnant à bas bruit accroche son escabeau dans le rideau pause pour l'aider ; Louis enfoncé dans sa chaise secoue doucement la tête des bavardages légers commencent à reprendre le dessus ; des images d'archives contrastées montrent un vieil hôpital des bonnes sœurs un train qui passe Armel se casse rejoint Bernard et les

deux artisans et leur taxe

une clope on sombre délicatement dans un ennui duquel chacun se sauve comme il peut et plus ou moins avec les autres. Générique

de fin silence. « Ils m'ont

pas convaincu du tout ces gars-là » dit Madjid à un moment quand on a besoin de péter une porte il faut que les autres soient prêt-e-s à sacrifier une porte un point c'est tout sans ça c'est du contrôle social à l'ancienne même avec des mots nouveaux ou du développement personnel ; la notion de sacrifice ne pose de problème à personne et ça fait travailler les artisans ; une sorcellerie pragmatiste et discrète pour conjurer l'aliénation par temps de pluie. Alors il sert à quoi le groupe du mercredi à s'entendre sur ce qui nous arrive entendre les autres ce qui est important c'est de se réunir et même s'il n'y a pas grand monde même si ce que l'on doit faire n'est pas hyper clair et qu'il y a toujours quelqu'un-e de trouble pour parler de démocratie il y a des gens qui comptent dessus même si ils ne viennent pas à chaque fois. Comme une ligne de bus. Si le chauffeur ne passe plus parce qu'il se dit qu'il n'y aura personne un soir il laissera un type sur le trottoir en pleine nuit et par temps de pluie donc le groupe du mercredi c'est une ligne de bus et on y va comme on peut. Générique de fin qui bugge au fond de la pièce.





DEPUIS PRÈS DE QUARANTE ANS, LA SOCIÉTÉ DEMONICO-DOREL EXPLOITE UNE CARRIÈRE DE CHARBON DANS LE VILLAGE DE ST-JULIEN-MOLIN-MOLETTE. L'AUTORISATION D'EXPLOITATION EXPIRE CEPENDANT EN 2020. LOIN DE S'ARRÊTER, L'ENTREPRISE ENTEND TOUTEFOIS POURSUIVRE ET ÉTENDRE LA CARRIÈRE. EN RÉACTION, LE COLLECTIF DES HABITANTS ET DES RIVERAINS CONTRE L'EXTENSION DE LA CARRIÈRE S'EST CONSTITUÉ ET PORTE LA CONTESTATION¹. REBONDISSEMENTS DÉBUT JANVIER AVEC, D'UN CÔTÉ, UN ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ACCORDANT UN BLANC-SEING À DEMONICO-DOREL ET, DE L'AUTRE, UNE ACTION, CARNAVALESQUE, DU COLLECTIF.

Le préfet valide un projet d'écocide d'intérêt général dans le Pilat

C'est à l'occasion de la traditionnelle cérémonie des vœux du maire dimanche 5 janvier, que la population pirailonne apprend que le redouté « arrêté préfectoral d'autorisation environnemental » a été déposé en mairie le samedi 4 janvier. Ce document de 48 pages en dit long sur l'avenir du village pour les trente années à venir. Une douzaine de pages nous explique comment Delmonico-Dorel va procéder pour produire légalement des nuisances sonores, vibrations ainsi qu'autres pollutions atmosphériques et aquatiques, le tout sous couvert de « contrôles certifiés » (réalisés au moins 1 fois/an) ... mais, comme d'habitude, entièrement maîtrisés par l'entreprise. Et une fois de plus, aucune allusion à la radioactivité et au radon. Probablement un petit oubli des autorités ! Bref, ce n'est pas très sérieux tout ça...



La question d'une déviation routière est rapidement évoquée en quelques lignes. Car dorénavant, comment transporter par la route D8 les 2500 tonnes de matériaux qui seraient extraits par jour ?

Aujourd'hui, personne n'a encore trouvé de solution géniale pour éviter la traversée du village. Toutefois l'État laisse encore deux ans à l'industriel pour présenter une étude réaliste et faisable. Ce fameux projet alternatif, capable d'apaiser la vie du village et financé par les collectivités et donc les contribuables, doit voir le jour avant 2023 !

Et sinon quoi ! ?
Il arrête tout ?
Quel-le paysan-ne du village acceptera de sacrifier ses terres agricoles pour y laisser installer une autoroute « privée » permettant le passage de 250 camions-bennes par jour ?

Enfin, sept pages sont là pour nous convaincre de l'opportunité de détruire, dans de bonnes conditions, 43 espèces animales protégées, puis quatre autres pages pour nous consoler de la destruction des 9,9 ha de forêt par des compensations. Faut-il faire fi de l'effondrement de la biodiversité et de la consommation excessive des espaces naturels ? Dans le Parc naturel régional du Pilat, on nous promet un écocide d'intérêt général ! L'extractivisme n'est pas une solution d'avenir !

Le Collectif condamne cette décision du Préfet qui méprise l'avis de la population au seul profit d'une entreprise privée et mettra tous les moyens en œuvre pour stopper ce projet destructeur.

**L'avis de décès
(paru quelques jours plus tard)**

Suite à l'annonce de la Préfecture, le Collectif contre l'extension de la carrière, l'association Bien-Vivre, la municipalité et le Parc Naturel Régional du Pilat ont la tristesse de vous faire part du décès de Molin-Molette Julien en date du 4 janvier 2020. Vous êtes très chaleureusement conviés à la cérémonie d'enterrement de Julien ce mercredi 15 à 9h30 place de la mairie.

Le village remercie toutes les personnes qui prendront part à sa peine. Tenue funèbre conseillée, condoléances sur registre, pas de fleurs. Dons possibles à la fondation Radon de lutte pour le cancer.

Un cortège funèbre pour St-Julien-Molin-Molette

Nous nous sommes donc réuni.e.s mercredi 15 janvier devant la mairie pour commencer la cérémonie. Après une brève prise de parole, nous sommes monté.e.s en nombre (80 personnes environ) jusqu'à la carrière pour y déposer, au son du glas et du requiem de Mozart, un cercueil long de 6m et lourd de notre écoeurement. Le moment était émouvant et recueilli.

La balade s'est déroulée dans le calme, sous bonne escorte policière, avec une excellente gestion de la circulation et en l'absence des camions-bennes de Delmonico-Dorel, chose à laquelle nous nous habituerions bien volontiers... Le cortège a pris fin dans une ambiance chaleureuse et joyeuse autour de fumigènes, feux d'artifices, boissons chaudes, gaufres, de rires, mais aussi de rêves et l'envie furieuse de les réaliser.



Car cette cérémonie ne signe pas la fin de la lutte bien au contraire, loin d'être éploré.e.s, nous sommes déterminé.e.s ! On ne lâchera rien et la lutte continuera... encore 30 ans s'il le faut !

Retrouvez des images, des vidéos et toute l'actualité de la lutte sur www.stopcarriere.noblogs.org.

1. Cf. « Maudits carriéristes », Couac, n°2, hiver 2017.



Atelier Google : évangélisation en freelance¹

UNE ENQUÊTE MASQUÉE

Le soleil est radieux et la température clémente en cette matinée hivernale, alors que nous nous décidons à pénétrer au sein de l'atelier. Le pas de la porte franchi, nous baignons instantanément dans une douce clarté, agrémentée des sourires bienveillants des personnes présentes : "Bienvenue chez Google !" Les autocollants estampillés des lettres colorées du célèbre moteur de recherche sont légion au sein du local, ne nous laissant pas l'occasion d'oublier où nous nous trouvons. Marie³, coach Google – selon l'appellation officielle –, nous accueille en nous invitant à nous servir un café et à piocher dans les viennoiseries. Le ton est mielleux, le tutoiement de rigueur, l'esprit start-up fonctionne à plein ! Une fois sustenté·e·s et calé·e·s au fond de notre siège, en compagnie des quatre autres personnes présentes (une trentaine de chaises étant restées vides en cette fin de matinée), vient le temps de la présentation. Les diapositives, à la charte graphique impeccable (police de caractères et couleurs du célèbre logo), défilent pour introduire le concept de "bien-être numérique". Il s'agit ici d'inciter à conserver un rapport sain avec la technologie. Cette dernière peut en effet comporter des impacts négatifs, comme le souligne notre coach : utilisation de manière incontrôlée, perturbation du sommeil, relations sociales affectées...

**Le ton est mielleux,
le tutoiement de
rigueur, l'esprit start-up
fonctionne à plein !**

Une bienveillance sectaire

Il est étrange de constater que les seules dérives évoquées sont celles liées à une utilisation individuelle, rien n'étant dit de l'aspect intrusif – la collecte des données personnelles étant à la base du modèle économique de l'entreprise –, de la surveillance de masse induite par ces outils ou encore

A SAINT-ÉTIENNE, COMME DANS TROIS AUTRES VILLES FRANÇAISES², LA MULTINATIONALE RENDUE CÉLÈBRE PAR SON OMNIPOTENT MOTEUR DE RECHERCHE A OUVERT IL Y A QUELQUES MOIS UN "ATELIER NUMÉRIQUE". CE LIEU VISE À RESTAURER L'IMAGE D'UNE ENTREPRISE QUI A RÉCEMMENT ÉTÉ AU COEUR DE PLUSIEURS SCANDALES. GRATUIT ET OUVERT À TOU·TE·S, IL DISPENSE DES FORMATIONS AUX OUTILS NUMÉRIQUES – RÔLE DÉJÀ TENU PAR DE NOMBREUSES ASSOCIATIONS, PARFOIS DÉLAISSÉES PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET QUI NE DISPOSENT PAS DES MÊMES MARGES ÉCONOMIQUES POUR LUTTER CONTRE CE GÉANT. UN DES AUTRES OBJECTIFS EST, SANS L'ANNONCER EXPLICITEMENT, DE CONVERTIR DE NOUVEAUX-ELLES UTILISATEURS·TRICES À L'UTILISATION DES SERVICES GOOGLE (GMAIL, GOOGLE DRIVE, GOOGLE DOCS...), LUI GARANTISSANT DE LA SORTE DE CAPTER TOUJOURS PLUS DE DONNÉES PERSONNELLES, CELLES-CI ÉTANT À LA BASE DE SON MODÈLE ÉCONOMIQUE. INTRIGUÉE ET DÉSIREUSE DE COMPRENDRE LES MÉCANISMES BIEN RODÉS DU GÉANT AMÉRICAIN, L'ÉQUIPE DU COUAC N'A PAS RÉSISTÉ À L'ENVIE DE S'IMMERGER AU SEIN DE L'UNE DES FORMATIONS, SOBREMMENT INTITULÉE "QU'EST-CE QUE LE BIEN-ÊTRE NUMÉRIQUE ?"

du rythme effréné qui nous est imposé collectivement à l'heure du règne des smartphones. Nous ne nous privons évidemment pas pour signaler cet oubli fortuit, les réactions étant encouragées et toujours qualifiées de "très bonnes remarques/réponses", mais jamais suivies d'une discussion supplémentaire. Les réponses apportées à la problématique ont alors de quoi faire sourire : il faut vivre le moment présent avec nos proches, redécouvrir la joie de manquer de quelque chose ou encore laisser notre esprit vagabonder. Et si nous passons trop de temps sur nos applications numériques, pas d'inquiétude, celles-ci sont là pour nous aider. Il nous est en effet conseillé d'essayer des applications de méditation ou d'en installer une permettant de surveiller le temps que nous passons sur chacune des autres, ou quand le serpent se mord la queue...

Les éléments de langage, la positivation à outrance, les sourires permanents ou la jeunesse des quatre coaches, se succédant au cours des trois formations quotidiennes, sont autant de mécanismes que n'auraient pas renié les sectes de tout poil. Ici,

l'individu est au centre des préoccupations, afin qu'il puisse révéler tout son potentiel grâce à la bienveillance de la firme américaine. Tout est sciemment pensé pour dépolitiser le discours et redorer le blason d'une entreprise dont l'image a été récemment écornée à la suite de divers scandales fiscaux ou éthiques⁴. L'autre objectif de ces ateliers est bien entendu de convertir d'autres utilisateurs·trices aux outils Google, au travers de formations comme "Comment faire une recherche sur Internet ?" ou "Comment rédiger et envoyer un e-mail ?". Cette dernière consiste à apprendre à se créer un compte Gmail, puis à envoyer un courrier électronique depuis celui-ci. Riseup et Protonmail n'avaient qu'à ouvrir leurs propres ateliers...

L'uberisation à la sauce Google

Une fois la présentation terminée, nous engageons la discussion autour de l'aspect contractuel. Soudain, les sourires se figent, laissant place à une moue perceptible à laquelle s'ajoute un vague "On ne peut pas vous en dire plus", témoignant ainsi d'un sujet sensible et sur lequel nos coaches ont sans nul doute été briefés. Vérification faite à la lumière d'une offre publiée

sur Internet, nos interlocuteurs·trices sont en réalité des auto-entrepreneurs·euses que la multinationale rétribue sur facture. Il va sans dire qu'au vu de leur rapport avec la firme, ces salarié·e·s déguisé·e·s pourraient certainement obtenir une requalification de ces prestations en contrat de travail. Mais cela semble loin de leurs préoccupations, tant l'idée de "collaborer" avec le géant de la Silicon Valley paraît ravir toute

l'équipe.

Alors que nous retrouvons la lumière du jour au sortir de l'atelier, l'impression qui prédomine est celle de retrouver la rudesse du monde réel au sortir d'un environnement de douceur et d'amour. Cependant, derrière ce vernis, se terre un monstre assoiffé de données personnelles et de profit. Les personnalités politiques, anesthésiées par la communication bien rodée, n'étant pas en mesure de débusquer celui-ci, il revient comme souvent aux citoyen·ne·s de faire craqueler l'épaisse couche superficielle⁵ pour révéler la véritable nature du géant américain et ses visées, bien loin de l'humanisme revendiqué. Et ce ne sera pas une mince affaire...

1. Terme utilisé par des représentant·e·s de la multinationale eux-mêmes, lors d'une réunion précédant l'ouverture de l'atelier stéphanois à laquelle nous avons assisté

2. Montpellier, Nancy et Rennes

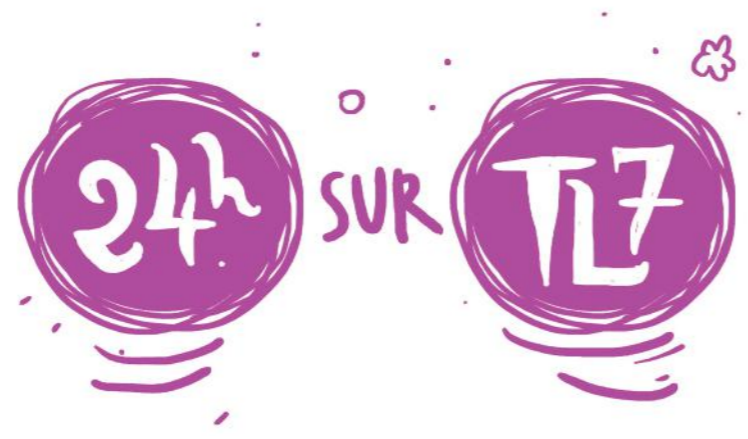
3. Le prénom a été modifié

4. Google s'est notamment opposé au fisc français qui lui réclamait plus d'un milliard d'euros d'impôts sur les bénéfices via sa filiale française. Le flou juridique a permis à la multinationale d'échapper au paiement.

5. Du au contraire, d'ajouter une couche de peinture sur la vitrine du local pour marquer la contestation, comme cela a déjà été fait à plusieurs reprises lors des manifestations syndicales ou des Gilets jaunes.



ON S'EST DIT QUE POUR UN NUMÉRO CONSACRÉ À LA SOCIÉTÉ STÉPHANOISE DU SPECTACLE, ÉCRIRE SUR LA TÉLÉ LOCALE NE SERAIT PAS ININTÉRESSANT. MAIS, PASSER DU TEMPS DEVANT TÉLÉVISION LOIRE 7, ÇA FAIT PAS RÊVER. AVANT DE SE LANCER DANS 24H DE VISIONNAGE ET POUR SE DONNER UN PREMIER APERÇU DE CE QU'IL S'Y DIT, NOUS AVONS REGARDÉ CINQ MINUTES DE JT. ON NOUS EXPLIQUE RAPIDEMENT QUE « LES SUPPORTERS MARSEILLAIS ÉTAIENT VENUS À SAINT-ÉTIENNE POUR EN DÉCOUDRE ». ALORS TL7 SERAIT LE MÉDIA LIGÉRIEN DE L'ÉMEUTE? NOUS NOUS LANÇONS DANS CES 24 HEURES AVEC OPTIMISME !



». Exactement ce pourquoi on est là. Mais la crise d'épilepsie n'est déjà pas très loin.

18H : Tout sur le sport local. On applaudit les bénévoles de la natation, on analyse le derby Feurs-Andrézieux (c'est du basket), on évoque le record du monde de tonneaux en voiture et celui de la casse de plaques de marbre, et on s'insurge contre « les supporters insupportables » du sport amateur. Surtout, on se rend compte que les intervenants bénévoles de la chaîne ont bien souvent des intérêts à en être. Un partenaire de la rubrique « rallye » en profite pour parler de son magasin et placer une pub pour lui-même et son partenaire Bosch. Le Crédit mutuel soutient les apprentis arbitres de Firminy en leur octroyant 50 euros... sur un compte du Crédit mutuel bien sûr. Parce qu'« on a à peu près les même valeurs ». En fait TL7 c'est comme la télé normale mais en local.

19 H : C'est notre émission préférée et elle s'appelle « vu d'ici ». Une sorte de télé-matin mais le soir. Une présentatrice principale et ses chroniqueurs spécialisés parlent de tout et de rien. Dans la rubrique « mode », Saint-Valentin oblige, on nous apprend aujourd'hui « comment être sexy sans être vulgaire ». Evidemment, la distinction s'adresse aux femmes. Leçon de sexisme et de classisme en 5 minutes. Les chroniqueurs doivent distinguer la version vulgaire de la version sexy entre deux « modèles ». Au passage, l'un d'entre eux se permet : « Séverine [la présentatrice] pourrait faire le modèle aujourd'hui ! ». Donc pour être sexy, on dévoile le haut ou le

bas, pas les deux. Mais surtout, « vous devez avoir une attitude sexy. Si vous portez des talons, sachez marcher avec ». Les bottes permettent d'avoir l'air «

« Si vous portez des talons, sachez marcher avec »

MARDI 12 FEVRIER – 12H : Dès qu'on allume la télé, on apprend que TL7 est en fait « la télévision des municipales ». Au JT, on aperçoit quelques images du meeting de Courbon (PS) et un Laurent Pinatel (Confédération Paysanne) qui se demande ce qu'il fait là. Les militant.e.s de tous les bords se déplacent sur les marchés « pour s'adresser aux indécis ». Une vendeuse réagit : « on voit personne pendant cinq ans et là, d'un coup d'un seul, on les connaît tous ». Un sbire de Reveilli (LREM) est fier de sa permanence : « un local, c'est une vitrine ». Et moi un pavé aurait ajouté le rappeur Fabe¹. L'église de Firminy est en travaux, une belle occasion d'y installer quelques caméras. Mais l'info à retenir c'est une prise de parole du CHU pour nous informer qu'une personne atteinte du Coronavirus y est prise en charge. Les grandes peurs font les grands médias.

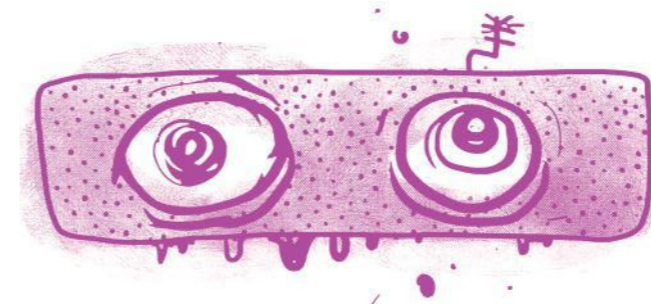
13 H : On comprend que la chaîne est avant tout un enchaînement de clips promotionnels. La CCI a sa petite émission, le département de la Loire aussi.

14 H : L'émission « un café et la musette » est « le rendez-vous de l'accordéon et de la chanson ». De toute façon la jeunesse est sur Youtube. C'est long.

17H30 : Des humoristes locaux font des blagues en gaga. On apprend la signification du terme appincher : « regarder avec insistance

plus coquine sans être vulgaire ». L'objectif est clair : être une femme, c'est être séduisante sans avoir l'air d'une pute. On profite d'un clip de la Région pour prendre une pause nécessaire.

20H : les problèmes techniques s'enchaînent. Le message blanc sur fond rose de TL7 c'est un peu comme les coquilles du Couac.



20H20 : Le Crédit agricole ne se lasse pas de la chaîne. Après une pub pour son tremplin musical « Muzik' casting » au Fil, le directeur général Loire Haute-Loire est interrogé en 7mn chrono. Il se félicite des « résultats réguliers et solides » de la banque, est persuadé que « les gens pensent que demain sera meilleur qu'aujourd'hui » (puisque les « encours de crédit » augmentent) et pense qu'« il faut positiver le territoire ». Jouer sur la fierté stéphanoise c'est déjà la stratégie de Perdriau non ? Alors même qu'il concède que « quand les gens décrochent, les situations sont beaucoup plus difficiles qu'avant », un problème technique nous envoie sur un autre programme. « C'est du bonheur dans l'assiette ! ». On cuisine de la Saint-Jacques parce que le restaurant invité « est sur la route du chemin de Compostelle ». TL7 c'est l'art de zapper sans changer de chaîne. Quand on revient sur l'interview du banquier (qui reprend depuis le début !), on a le droit à de belles images du nouveau siège du Crédit agricole en travaux. Le nouveau bâtiment sera adapté « aux modes de travail beaucoup plus collaboratifs » mais « il n'y aura pas de baby-foot ». Tout le monde a l'air sympa à l'écran, bien intentionné et œuvrant pour le progrès et une société meilleure.

21H : Le Club ASSE nous dévoile tout le potentiel politique du football. C'est la crise pour les Verts, les journalistes sportifs évoquent les solutions possibles. « C'est toute l'équipe qui doute. La solution

sera collective ». « Ne pas perdre, ça commence par ne pas prendre de but ». Ce n'est pas faux. Surtout quand on n'en marque pas. Certains se risquent même à une analyse économique de la situation : c'est la saison d'un budget record pour l'équipe, sans les résultats qui étaient espérés avec. « Où est passé l'argent ? Dans le salaire des joueurs ! ». Rendez l'argent.

4H30 : Les « Délires du net » c'est le vidéo-gag moderne. Ça marche toujours en retour de soirée (ok, on a un peu triché).

ghoo : Un JT recyclé de la veille. À TL7 on sait bien que Steel vide le centre-ville en organisant la concurrence des petits commerces. Mais quand les reporters mettent les pieds dans la rue, c'est pour demander leur avis aux habitant.e.s sur le déménagement programmé du... H&M. Et là, magie du micro trottoir, les stéphanoi.se.s interrogé.e.s souhaitent voir le lieu réoccupé par un Zara, un Bershka ou des Galeries Lafayette. Tant qu'on peut consommer ! C'est la première fois que ça lui arrive mais la cinquième fois qu'on l'entend : 700kg de fourme de Montbrison ont été volés à un producteur.

gh59 : Un cours de fitness en direct pour poursuivre le triptyque magique de la société consuméro-plastique : consomme, cuisine et fais du sport.

L'art de zapper sans changer de chaîne

Quelque part vers la fin de matinée : si après quelques heures d'entertainment, de cours de cuisine, de fitness ou de style vestimentaire, il vous reste encore un doute sur le fait que votre vie ne soit pas « in », un dernier reportage promotionnel pour les stations de ski de la région devrait définitivement vous convaincre de deux choses : la vie c'est fun et votre région est géniale.

1. « La vie est une manif, la France une vitre et moi un pavé », Fabe, L'impertinent.

REZ-DE-CHAUSSÉE (BIENTÔT) VACANTS

PARCE QU'IL FAUT REMPLIR LES VIDES.

PARCE QU'UNE FAÇADE C'EST BEAU.

PARCE QUE LES TÂCHES C'EST MAL.

NOS SPÉCIALISTES DE LA RUBRIQUE IMMO VOUS PROPOSE UNE SÉLECTION DES MEILLEURS REZ-DE-CHAUSSÉE À SAISIR À SAINT-ÉTIENNE.



5 PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

Grosse tête sans tâche de peinture au coeur du pouvoir. Entre deux banques et en dessous d'un média local. Pour votre sécurité, la police est susceptible de se cacher derrière le porche. Peur du défi ? S'abstenir.



14 RUE GAMBETTA

Pour 1600 euros par mois, ce local profite d'une vue sur les 3 tramways de la ville d'un seul coup. Il bénéficie d'un agencement identique aux autres locaux, mais autrement.

29 AVENUE DE LA LIBÉRATION

Loin du stade mais près du Peuple (la place).

Idéalement entouré des éléments de la start-up nation : office du tourisme, Atelier Google et bar branché.

Sous les stickers énervés, la déco hésite entre le bleu indigo du futur et le vert sapin de l'ASSE.

Pour les passionné.e.s et les ambitieux.e.s.



2 RUE CAMILLE COLARD

Pour *un regard plus constructif et apaisé*, préférez ce local au coeur des rues commerçantes de la ville.

La décoration se veut un peu floue et verticale.

Destockage uniquement.



13 COURS VICTOR HUGO

Idéalement situé pour observer les manifestations syndicales, ce local nécessite une bonne assurance mais bénéficie d'une entrée souterraine.





« ON NE PEUT PAS NOUS RIRE AU NEZ IMPUNÉMENT »

Quels sont les chiffres de la « fraude aux prestations sociales » dans la Loire?

Selon les chiffres transmis à la presse¹, environ 600 cas sont détectés par an dans la Loire et les prestations indûment versées s'élèvent à 3,8 millions d'euros – dont deux millions au titre du RSA (Revenu de solidarité active). Cette somme représente 0,44 % de l'ensemble des prestations versées – bien loin de la pratique massive dénoncée par certains responsables. D'autant que dans cet ensemble, on retrouve des cas de figure très divers. Certains résultent de simples retards de déclaration ou d'une méconnaissance des règles. Prenons un exemple : un.e jeune bénéficiaire du RSA reçoit également un virement de ses parents pour l'aider financièrement mais, en toute bonne foi, ne le déclare pas ; la CAF est susceptible de considérer que cette aide constitue une pension alimentaire et qu'il y a donc fraude².

C'EST AVEC CES MOTS QUE GEORGES ZIEGLER, PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE, DÉNONCE LA « FRAUDE AUX PRESTATIONS SOCIALES » À L'OCCASION DE LA PRÉSENTATION EN GRANDE POMPE D'UN ACCORD ENTRE LE DÉPARTEMENT DE LA LOIRE, LES PARQUETS DE SAINT-ÉTIENNE ET DE ROANNE, LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF), LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (DDSP) ET LE GROUPEMENT DE GENDARMERIE DE LA LOIRE POUR RENFORCER LA LUTTE CONTRE CETTE FRAUDE. SIGNÉE LE MERCREDI 19 FÉVRIER, LA CONVENTION N'EST PAS LE PREMIER DISPOSITIF DU GENRE : UNE CONVENTION SIMILAIRE AVAIT DÉJÀ ÉTÉ SIGNÉE EN... 2017, EN 2019 LA CAF DE LA LOIRE AVAIT ANNONCÉ RENFORCER SON SERVICE DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE TANDIS QUE LA GENDARMERIE DE LA LOIRE A MIS EN PLACE EN 2018 UNE CELLULE COMPOSÉE D'UNE DIZAINE DE PERSONNES ENTIÈREMENT DÉDIÉE À CETTE CAUSE. MAIS À QUOI CORRESPOND CETTE FRAUDE À LAQUELLE EST CONSACRÉE UNE TELLE DÉBAUCHE DE MOYENS ET DE COMMUNICATION ?

Une somme très largement inférieure à celle non versée en raison du non-recours aux droits

Le montant des prestations sociales indûment versées est par ailleurs à mettre en regard aux prestations non versées en raison du non-recours. Le « non-recours » renvoie à toute personne éligible à une prestation sociale financière, qui ne la perçoit pas. Il trouve sa source dans un retard d'inscription ou de versement, un défaut d'information sur les droits, le découragement face à la lourdeur des procédures, etc.

Quelques chiffres sur le non-recours aux droits³

« À 70 ans, 24 % des assurés bénéficient d'une partie seulement des pensions auxquelles ils ont droit. »
« En 2017, près d'un quart des allocataires [du chômage] n'étaient toujours pas accompagnés au bout de 6 mois, et 12% au bout d'un an. »
« 30% des personnes qui pourraient recourir à la CMU-C et disposer ainsi d'une couverture santé complète sans frais n'y recourent pas. »
Selon les chiffres du ministère du Travail, en 2010, une personne sur deux ayant droit au RSA ne faisait pas valoir ses droits.

Et les « économies » ainsi réalisées sont sans commune mesure par rapport aux dépenses causées par le versement indu d'allocations ou autres. En 2010, à l'échelle nationale, la non dépense liée au non-recours pour le RSA s'élevait à 5,2 milliards d'euros⁴. En ce qui concerne les prestations familiales et de logement, elle était estimée en 2002 à 4,7 milliards d'euros. On est bien au-delà de la somme imputée à la « fraude aux prestations sociales » qui représentait en 2015 677,7 millions d'euros⁵!

Un montant dérisoire par rapport à la fraude... des entreprises et des plus riches

Alors que l'abus de prestations sociales est un sujet récurrent dans le débat public, la fraude des entreprises et des plus aisés via l'évasion fiscale est très marginalement évoquée et les moyens qui sont consacrés pour la contrecarrer bien inférieurs. Or, en 2014, la fraude aux cotisations sociales par les entreprises était estimée par la Cour des Comptes aux environs de 20 milliards par an⁶. Quant à la fraude à l'impôt sur le revenu via l'évasion fiscale, elle était estimée en 2012 entre 15 et 19 milliards⁷.

Dès lors, qui doit cesser de « nous rire au nez impunément » ? Les personnes qui ont perçu à tort des prestations sociales ? Ou les riches qui ont recours à la fraude fiscale et les entreprises qui fraudent aux cotisations sociales pour des montants respectivement 25 et 30 fois supérieurs ? Ou encore ces responsables politiques qui, plutôt que faciliter le recours aux droits et combattre l'évasion fiscale, préfèrent pointer du doigt les « profiteurs » des prestations et attiser la rancœur contre le système social ? Alors, oui, prenons au mot Georges Ziegler : « Certaines personnes se moquent des règles de notre société. Il est normal de les punir. Ce n'est que justice. »

1. Et rapportés par exemple par France bleu (19/02/2020) et L'Essor (27/02/2020).

2. L'exemple est emprunté à Céline Mouzon, « Les dérives de la chasse à la fraude sociale », Alternatives économiques, 07/09/2020, disponible sous : <https://lesmoutonsenrages.fr/2017/09/08/les-derives-de-la-chasse-a-la-fraude-sociale/>.

3. Sources : http://odenore.msh-alpes.fr/actualites/Des_chiffres_du_non-recours_et_Pilippe_Warin_Le_non-recours_du_RSA_des_elements_de_comparaison, Document de travail de l'Odenore, n°13, décembre 2011, disponible sous : https://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/non_recours.pdf.

4. Pauline Domingo et Muriel Pucci, « Le non-recours au revenu de solidarité active », annexe I du rapport du Comité national d'évaluation du RSA, 2012, disponible sous : https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/1_Le_non-recours_au_rsa_et_ses_motifs.pdf.

5. Céline Mouzon, « Les dérives de la chasse à la fraude sociale », art. cité.

6. Cour des comptes, « Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale pour 2014 », chapitre IV, septembre 2014, disponible sous : https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/Ez-Publish/rapport_securite_sociale_lutte_fraudes_cotisations.pdf. Il s'agit d'une jauge basse. D'autres études l'évaluent entre 23 et 32 milliards d'euros voire entre 28 et 40 milliards.

7. Cf. http://archives.solidairesfinancespubliques.fr/gen/cp/dp/dp2012/121121_rapport_expatriations_fiscales.pdf. Un ordre de grandeur similaire (20 à 25 milliards) est donné dans d'autres travaux (cf. <https://blogs.alternatives-economiques.fr/abherve/2017/03/08/on-peut-denoncer-la-fraude-sociale-et-pratiquer-la-fraude-fiscale>).



David Charmatz, procureur de la République du parquet de Saint-Étienne ; Marie-Pierre Bruschet, directrice de la CAF de la Loire ; Georges Ziegler, président du Conseil départemental ; Laurent Perraut, directeur adjoint de la DDSP de la Loire ; Romain Pascal, directeur du groupement de Gendarmerie nationale de la Loire.



PAS DE NAZIS DANS NOS CAMPAGNES

Samedi 29 Janvier, 10h du matin.

Nous sommes à Larajasse, petit village de 1800 habitants à une demi-heure de Rive-de-Gier, à la frontière du Rhône et de la Loire, et le vent souffle fort.

700 personnes sont pourtant réunies en plein cœur du village pour dire non à l'installation d'un local néonazi à 50 mètres de la mairie. C'est un vrai rassemblement coup-de-poing organisé en moins de dix jours, le temps qu'il a fallu pour identifier l'adresse du local et organiser le rassemblement. Certaines sont venues pour rappeler la mémoire du fascisme, d'autres pour dire non à l'extrême-droite sous toutes ces formes, toustes pour refuser l'installation de l'extrême-droite la plus odieuse dans leur village.

Ce local, sous couvert d'une association factice de vente de produits locaux (*les Délices de Lug*), devait être le QG d'une « communauté militante » : *Terra Nostra*, association née des décombres du *Bastion Social*, viré de Lyon en 2019, et lui-même déjà issu des cendres du GUD et inspiré des fascistes italiens de *Casapound*. Mis en difficulté, le *Bastion Social* change de stratégie à l'été 2019 et décide de créer une multitude d'associations locales (*Audace* et *Lyon Populaire* à Lyon, *Vent d'Est* en Alsace ou *Tenesoun* à Aix-en Provence) plus difficiles à dissoudre qu'un mouvement national uni, et surtout évitant les accusations de reconstitution de ligue dissoute. Ils se font également rejoindre par plusieurs groupuscules pré-existants, comme les *Zouaves* parisiens ou les *savoyards d'Edelweiss*. Ces derniers partageront sur les réseaux sociaux leur présence à Larajasse ce même samedi 29 janvier pour l'inauguration du local, tout comme les nazis suisses de *Kalvingrad Patriotes* : c'est dire s'il faut aller loin pour donner l'impression du nombre.

Pour autant, malgré le rassemblement du samedi 29, le local est toujours sous le bail locatif de l'association factice. La mairie essaie de monter au créneau, mais la proximité du maire avec les franges moins radicales de l'extrême-droite (notamment son affiliation au parti de Nicolas Dupont-Aignan, allié de Marine le Pen au second tour

de la dernière élection présidentielle) pose question. Le village est aussi connu depuis de nombreuses années pour avoir accueilli certains bars où les patrons ne cachaient pas leur sympathies. Enfin, la désinformation orchestrée par le groupuscule, qui se cache derrière une association factice de promotion de produits locaux (comme le *Bastion Social* l'avait déjà fait à Chambéry en 2018) leur donne à minima un laps de temps pour « faire leurs preuves » pour certain.e.s habitant.e.s du village, pas tout a fait convaincus du discours des élu.e.s.

Au milieu de ce climat compliqué, et suite au succès du rassemblement du 29 février, un collectif de vigilance s'est monté. Il prépare des actions juridiques pour leur faire quitter le local au plus vite et lance un travail d'information pour afficher au grand jour les intentions cachées de ce groupuscule, avec un mot d'ordre : pas de nazis dans nos campagnes, ni ici, ni ailleurs!

SOURCES

<https://rapportsdeforce.fr/pouvoir-et-contre-pouvoir/fascisme-en-france-entre-reconstitution-et-desorganisation-02296167>

<https://www.mixcloud.com/PSSTlemission/3-episode-sp%C3%A9cial-au-rassemblement-contre-lext%C3%A8me-droite-larajasse-29-f%C3%A9vrier-2020/>





Au croisement des politiques urbaines et des politiques sécuritaires

La *smart city* et sa version sécuritaire la *safe city* se situent au croisement des politiques urbaines et des politiques sécuritaires. L'aménagement de la ville à des fins de contrôle social n'est pas en soi une pratique nouvelle, ce souci inspirant par exemple la transformation urbanistique de Paris initiée par Haussman à la fin du dix-neuvième siècle. On retrouve aussi l'idée de recourir à un traitement informatisé des données pour aiguiller la prise de décision et la mise en place des politiques publiques à partir de la fin des années 1970, au Chili ou ailleurs. Les algorithmes sur lesquels repose aujourd'hui ce traitement ne proposent donc en soi rien de nouveau, seulement la puissance de calcul mobilisable permet de le déployer à une toute autre échelle. La dynamique actuelle remonte à la fin des années 2000, lorsque de grosses entreprises informatiques telles que IBM et Cisco, à l'affût de nouvelles sources de profit, ciblent les marchés publics liés aux collectivités territoriales. Les activités visées, portant sur l'équipement d'aménagements urbains ou sur la gestion de la fourniture en énergie ou en eau, sont cependant contrôlées par des conglomérats comme Suez ou Veolia via la gestion de délégations de services publics. Plutôt que leur livrer concurrence, les entreprises informatiques vont par conséquent s'appliquer à bâtir des alliances en apportant leur maîtrise du numérique.

SMART CITY, SAFE CITY... CES TERMES ONT ENVAHI LA COMMUNICATION DE LA MUNICIPALITÉ. L'OBJECTIF DE FAIRE DE SAINT-ÉTIENNE UNE SMART/SAFE CITY (SOIT UNE VILLE DEVENUE « INTELLIGENTE » OU « SÛRE » GRÂCE À LA COLLECTE ET AU TRAITEMENT DE DONNÉES PUBLIQUES ET PRIVÉES PAR DES OUTILS NUMÉRIQUES) EST EN EFFET AU COURS DU DERNIER MANDAT DEVENU UNE PRIORITÉ DE L'ÉQUIPE DE GAËL PERDRIAU. DEUX RENCONTRES ORGANISÉES À SAINT-ÉTIENNE EN JANVIER ET FÉVRIER 2020 PAR LE COLLECTIF HALTE AU CONTRÔLE NUMÉRIQUE AVEC FÉLIX TRÉGUER, MEMBRE FONDATEUR DE LA QUADRATURE DU NET ET DE TECHNOLICE ET ALEXIS FITZJEAN, AVOCAT DE LA QUADRATURE DU NET, ONT APPORTÉ UN ÉCLAIRAGE SUR CE QUE RECOUVRENT CES PROJETS AINSI QUE SUR LES MANIÈRES D'Y RÉSISTER.

La multiplication des projets de *safe city*

Si initialement il est question de développer une *smart city*, la finalité sécuritaire s'impose rapidement à travers la promotion d'une *safe city*. Les projets ont longtemps semblé être pour l'essentiel cantonnés aux États-Unis, avec la police prédictive¹, ou à la Chine, qui expérimente actuellement la reconnaissance faciale couplée à la vidéosurveillance à grande échelle. Toutefois, en novembre 2017, un communiqué de presse conjoint de la mairie de Marseille et de la société Engie annonce le lancement d'un « laboratoire d'analyse de *big data* pour la tranquillité publique ». La création de ce laboratoire, en réalité en germe depuis 2014, préfigure une prolifération de projets sur le territoire français².

La mise en commun, à Marseille, des données en provenance des hôpitaux, de la police municipale, du ministère de l'Intérieur, etc. ou la mise en place de la plateforme *Digital Saint-Étienne*³ relèvent du premier ensemble. Dans le second figure une série de dispositifs visant à automatiser le traitement des images issues de la vidéo-surveillance (Valenciennes, Toulouse, Nice, Marseille ou Cannes). Le croisement de ces données avec celles issues des fichiers TAJ (le fichier de traitement des antécédents judiciaires) et TES (qui rassemble les données relatives aux passeports et à l'immigration), de l'application *Alicem*⁴, de la carte d'identité biométrique, etc. permettrait de massifier la reconnaissance faciale – comme cela est déjà pratiqué avec les plaques numérológicas. Le projet *Serenicity* à Saint-Étienne en était une déclinaison sonore, à partir de captations par des micros⁵. Certains projets affichent également l'ambition de prédire les

comportements, à partir de la démarche ou de la voix.

Un business alléchant

L'argumentaire mobilisé à l'appui du développement de la *safe city* porte en premier lieu sur la sécurité : le recours à ces technologies permettrait d'accroître la tranquillité publique en assurant une surveillance plus efficace de l'espace public. La perspective de l'organisation des jeux olympiques en 2024 est notamment invoquée par des responsables de services de sécurité tels que la Direction générale de la sécurité intérieure pour réclamer la généralisation de ces dispositifs.

Le recours à l'algorithmie prédictive à partir des big data renforce les discriminations

Il s'agit aussi d'une activité économique qui promet des marges de profit considérables : le marché de la vidéo-surveillance en France s'élève à un montant d'un à deux milliards par an ; celui de la *smart city* était estimé en 2018 à 71,3 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Et des financements par des fonds publics, en provenance de l'État français (par la Banque publique d'investissement) comme de l'UE, assurent d'ores et déjà sa rentabilité. Alors que la dynamique de concentration à l'œuvre dans le secteur a abouti à la constitution de deux mastodontes composés à majorité de capitaux français (*Edina* et *Thalès*), le gouvernement y voit un secteur à promouvoir. Aussi, le développement de ces expérimentations devrait-il être, selon le secrétaire d'État au numérique Cédric O, assuré « pour que nos industriels progressent »⁶.

Des dispositifs liberticides

Pourtant, les problèmes posés sont nombreux et d'envergure. D'une part, le recours à l'algorithmie prédictive à partir des *big data* renforce les discriminations. Celle-ci reposant sur des bases de données alimentées par des cas préalablement collectés, elle ne peut que reproduire les tendances antérieures. Aussi, le fait d'avoir relevé par le passé des taux d'infraction plus élevés dans un quartier donné aura-t-il pour implication qu'un algorithme conclura mécaniquement à concentrer la surveillance sur ce quartier, quelle que soit la criminalité effective. De même, les expérimentations de jugement automatisé aux États-Unis ont pour effet de reproduire les biais antérieurs, tout particulièrement en termes de taux disproportionné de condamnation des Afro-

américains. D'autre part, la massification d'une surveillance automatisée notamment par la vidéo assure une vérification d'identité permanente et généralisée. Outre le fait qu'elle met à disposition des moyens sans précédent pour instaurer un contrôle total (même si la mise en œuvre est souvent plus chaotique et donc moins efficace qu'escomptée par les concepteurs), elle génère une tendance, largement inconsciente, à l'auto-contrôle et à la normalisation des comportements. Qu'il s'agisse de sa démarche et de son comportement dans l'espace public que l'on corrigera pour les aligner sur des pratiques jugées conformes à la norme, de recherches en ligne que l'on s'abstiendra de faire par crainte d'être repéré-e comme représentant une menace pour l'ordre public, de propos que l'on ne prononcerait pas par souci d'éviter d'être perçu-e comme déviant-e, etc.

Comment résister ?

Sans se substituer aux actions menées dans l'espace public, la Quadrature du Net et Technolice développent différentes activités pour freiner et contrecarrer l'essor de ces projets. Elles recensent ces derniers et publient les documents les concernant, en les obtenant par la saisine de la Commission d'accès aux documents administratifs ou grâce à leur transmission par des lanceurs d'alerte sur un espace sécurisé mis à disposition (cf. technolice.fr/securedrop sur le site <http://3hvdw2twgf3l47os.onion/> accessible par

LA SÉCURITÉ MARCHANT SUR LE PEUPLE
- d'après Debacis



Tor). Ce travail est ensuite accessible à tou-te-s via notamment une base de données (data.technopolice.fr) et un forum d'échange en ligne (forum.technopolice.fr).

La Quadrature du Net recourt par ailleurs au levier juridique. Elle a ainsi contesté devant le Tribunal administratif le projet d'installation de portails avec reconnaissance faciale dans les lycées de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Acculée, la Région a dès lors interrogé la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), qui a pointé le caractère disproportionné du dispositif : le contrôle de l'accès peut être réalisé par d'autres moyens, moins intrusifs, et qui doivent donc être privilégiés, a fortiori lorsqu'il s'agit de mineurs. Informée du projet d'installation de micros dans le quartier Tarentaize-Beaubrun, la Quadrature a alerté la CNIL, obtenant un rappel du cadre légal qui, en l'état, n'autorise pas ce type d'expérimentation. S'il suppose une certaine expertise juridique, le recours au contentieux judiciaire ou à la saisine de la CNIL est ouvert à tout le monde. Ces moyens sont à mobiliser aux côtés d'autres modes d'actions pour organiser la résistance à ces projets, d'autant qu'en face, la pression est

forte pour les poursuivre : une loi est actuellement en préparation pour faciliter l'expérimentation de technologies de reconnaissance faciale, le blanc seing donné par la Commission européenne à la reconnaissance faciale le 19 février 2020 ouvrant de fait un boulevard au gouvernement...

CONTACTS

Quadrature :
<https://www.laquadrature.net>

Technopolice :
<https://www.technopolice.fr>

Halte au contrôle numérique :
[HalteauControleNumerique\[at\]protonmail.com](mailto:HalteauControleNumerique[at]protonmail.com)

1. Il s'agit, sur le fondement de calculs algorithmiques, de « prévoir » un délit (vol, trafic de stupéfiants, agression, etc.) afin de pouvoir dépêcher des forces de l'ordre capables d'intervenir aussitôt voire de l'empêcher.

2. Voir le travail de recensement fait par le collectif Technopolice visible sous : <https://frama.link/technopolice-graph>.

3. Cf. « Digital Saint-Étienne viole votre vie privée à votre insu ! », 6/11/2019, disponible sous : <https://lenumerozero.lautre.net/Digital-Saint-Etienne-viole-votre-vie-privee-a-votre-insu>.

4. Cette application à destination des téléphones intelligents est conçue pour s'authentifier sur les services publics en ligne à partir d'une reconnaissance faciale. Il est prévu d'y stocker un ensemble de données personnelles (nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité, sexe, etc.).

5. Voir notamment les articles publiés dans le Couac, n°7, également disponibles sur le Numéro Zéro.

6. Le Monde, 14/10/2019.

SAINT-ALBAN-DU-RHÔNE : VISITE AU COEUR DE LA CENTRALE

À MOINS DE 30 KILOMÈTRES À VOL D'OISEAU DE SAINT-ÉTIENNE, TRÔNE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE SAINT-ALBAN-DU-RHÔNE. EN SERVICE DEPUIS 1986, CETTE DERNIÈRE OUVRE PARFOIS SES PORTES AUX VISITEUR-EUSE-S. L'ÉQUIPE DU COUAC N'A PAS RÉSISTÉ À LA TENTATION DE S'IMMERGER AU CŒUR D'UN SUJET PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ.

Saint-Alban-du-Rhône, son cadre bucolique, son centre-bourg... et sa centrale nucléaire. Nous voilà posté-e-s au pied du monstre de béton, prêt-e-s à profiter de la faveur qui nous est faite de pouvoir en visiter les entrailles. Après examen et validation de notre dossier à la Préfecture quelque temps auparavant, nous avons donc obtenu l'autorisation de participer à cette demi-journée de visite, qui démarre par une présentation d'une petite heure dans un amphithéâtre accolé à la centrale. Les diapositives s'enchaînent, le discours est rodé, les questions gênantes ne sont pas évitées. Les éléments de langage – que l'on vous épargne ici – se succèdent pour nous offrir le meilleur de la communication autour de l'atome et de l'excellence française, ne risquant pas de nous faire vivre un Fukushima bis.

Des risques naturels sous-évalués

Seulement voilà, si le séisme maximal envisagé au niveau de cette centrale était d'une magnitude de 5.2 sur l'échelle de Richter lors de sa conception, il se trouve que, quelques semaines après notre visite, un tremblement de terre de magnitude 5.4 a eu lieu non loin de celle-ci¹, mettant à mal les prévisions. De plus, si toutes les mesures de sécurité sont d'ores et déjà en place, pourquoi la centrale de Gravelines – en service depuis 40 ans – va-t-elle se voir entourée d'une digue de trois kilomètres² ? L'épisode du Blayais³ en 1999 a d'ailleurs démontré que la présence d'un tel dispositif n'empêchait en rien la survenue d'une inondation. Car, contrairement à la légende nationale, la France n'a pas été épargnée au cours de son histoire⁴. La prévention des risques semble donc se réduire à une course sans boussole : à chaque nouvel accident nucléaire, on se contente de replâtrer les dispositifs existants en fonction des constats issus de l'accident, mais sans jamais repenser l'ensemble. Ainsi, suite à Fukushima où les groupes électrogènes ont été noyés par le tsunami, on a seulement pensé à les réhausser de quelques mètres. Mais le prochain accident peut être tout autre...

Lorsque sont abordées les questions vis-à-vis du retard dans le chantier de l'EPR⁵ et du coût du démantèlement à venir⁶, les réponses se font plus vagues. Le coût aurait soi-disant été planifié dans l'hypothétique

espoir d'une montée en compétences due au démantèlement conjoint de plusieurs réacteurs, celle-ci devant de fait entraîner une diminution des dépenses liées à l'opération, ce dont on peut légitimement douter. L'avenir n'est décidément pas rose pour la filière nucléaire française, et ce n'est pas la reine de la communication qui nous accompagne – employée d'une entreprise spécialisée sous-traitante d'EDF – qui nous convaincra du contraire.

Un discours stéréotypé

Affublé-e-s de casques, lunettes et chaussures de sécurité, il est temps de s'aventurer au cœur du sujet. Après plusieurs contrôles, fouilles et passages de portiques, nous entrons dans l'enceinte. Sourire aux lèvres, notre guide nous dévoile les multiples secrets de l'installation, son collègue fermant la marche. Lorsque nous pénétrons dans la salle des machines, celle-ci étant accolée au réacteur mais censément dépourvue de radiations, un bruit assourdissant vient amplifier le côté surréaliste du décor, d'énormes tuyaux d'acier enchevêtrés se glissant le long des parois. Au sein de ces derniers, circule la vapeur d'eau générée dans le cœur du réacteur, entraînant une énorme turbine à une vitesse ahurissante. Suivi-e-s de près par nos accompagnateur-trice-s qui ne nous lachent pas d'une semelle – notre curiosité devant se révéler suspecte –, nous faisons le tour des installations, la douce voix de notre guide nous berçant dans le casque audio nous isolant du vacarme ambiant.

Après un dernier tour agrémenté de gentilles anecdotes et quelques photos en guise de souvenir, nous voilà de retour dans l'amphithéâtre. Une ultime discussion nous amène à la question des déchets radioactifs⁷. Là encore, le discours se révèle verrouillé quant au projet actuellement en cours à Bure, qui ne présenterait, officiellement, que des risques minimes. Et quand bien même, ceux-ci sont-ils acceptables au vu des conséquences possibles ? On reconnaît bien là la fuite en avant technologique à laquelle nous sommes collectivement confronté-e-s depuis

SURVEILLANCE PARTOUT. SÉCURITÉ ...



plusieurs années et qui serait à même de résoudre tous nos problèmes. Si la prouesse technologique du nucléaire est incontestable, il serait bien naïf de croire que sa filière pourrait elle-même nous sortir du guépier dans lequel elle nous a poussé·e·s, particulièrement au vu de la généralisation de la sous-traitance pratiquée depuis plusieurs années, entraînant du même coup une perte de compétences qui pourrait s'avérer fatale.

Alors que nous retrouvons l'air libre et quittons ce cadre oppressant, laissant derrière nous les énormes cheminées dont s'échappe un épais panache blanc, la perplexité nous envahit. À Saint-Alban comme ailleurs, domine un discours préconçu qui dépeint une situation pas si brillante que l'on voudrait nous le faire croire. Et comme toujours, au mépris des populations qui seront les premières touchées par la déliquescence du "fleuron de l'industrie française".

LE DÉMANTÈLEMENT D'EDF AUX FRAIS DE L'USAGER ET DU CONTRIBUABLE

Le secteur de l'énergie, et particulièrement du nucléaire, est bousculé par des réformes libérales introduites à partir de 2007. Des dispositions prévues par le traité de Lisbonne et des directives et règlements de 2009 ont été dupliquées en France dans la loi NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) de 2010. Comme le souligne Aurélien Bernier¹, dans le Monde Diplomatique de mai 2019, cela a entraîné la classique démarche libérale – déjà utilisée par Pinochet, Thatcher – d'éclatement du service public en scindant les activités de production (restées dans EDF), de gestion du réseau (RTE²) et de fourniture (la vente au client final, par ERDF devenue Enedis). La volonté est de séparer « les secteurs susceptibles de générer des profits rapides de ceux qui sont difficilement rentables ».

Par ailleurs, cette loi NOME a voulu créer une concurrence au niveau de la production en instituant l'« Accès régulé à l'électricité nucléaire historique » (ARENH). Celui-ci assure autoritairement à des fournisseurs dits alternatifs d'obtenir à prix coûtant (donc sans aucune marge pour EDF) 25% de la production du parc nucléaire. Cela leur permet d'afficher des prix plus bas qu'EDF et devait les amener, à terme, à produire eux-mêmes. Mais, dix ans après, ces alternatifs vendent plus que les 25% sans aucune production en propre ! Ils doivent donc compléter par des achats sur le marché dit libre, beaucoup plus cher.

Ce gouvernement étant pro-concurrence, il force désormais administrativement (c'est très libéral !) EDF à augmenter artificiellement le tarif bleu (ou réglementé), lequel concerne encore 75% des abonnés, soit 28,5 millions de Français, pas les plus riches. Les alternatifs pourront ainsi vendre plus cher qu'avant, mais moins que

1. Le 11 novembre dernier au matin, un séisme a frappé une zone entre l'Ardèche et la Drôme, faisant notamment quatre blessés légers et de nombreux dégâts

2. <https://www.lavoixdunord.fr/693887/article/2020-01-14/gravelines-une-di-gue-de-trois-kilometres-va-encercler-la-centrale-nucleaire-d>

3. Centrale nucléaire près de Bordeaux, ayant été inondée suite à une brusque montée des eaux au niveau de l'estuaire de la Gironde

4. La centrale de Saint-Laurent-des-Eaux a notamment été le théâtre de deux accidents, en 1969 et 1980, lors desquels une fusion partielle du cœur du réacteur a eu lieu, entraînant entre autres des rejets de Plutonium dans la Loire

5. Ce sigle, signifiant réacteur européen à eau pressurisée, désigne les nouveaux types de réacteurs en cours de construction. Les coûts et durée de construction estimés ont d'ores et déjà été revus à la hausse sur tous les chantiers concernés, notamment celui de Flamanville en France

6. L'estimation actuelle du démantèlement de toutes les centrales s'élève à 46,4 milliards d'euros, pour un déroulement sur plus d'un siècle. Mais la Cour des comptes estime que ce coût est sous-évalué, certaines dépenses n'étant pas prises en compte. Son étude publiée le 4 mars 2020 mentionne un ajout de 8 milliards d'euros

7. Le 10 septembre 2019, Greenpeace a publié une étude sur les « coûts cachés des déchets nucléaires ». Selon l'ONG, EDF sous-estimerait de 15 milliards d'euros le coût de la gestion de l'entreposage d'uranium.

le nouveau tarif réglementé d'EDF ! Cela passe par un accroissement des taxes qui atteignent désormais 55,3% en moyenne de la facture, l'électricité n'en représentant qu'un gros quart. Deux gagnants : les alternatifs ... et l'État (taxes) ; un dindon de la farce : EDF, qui vendra plus cher, mais qui devrait perdre beaucoup de clients ; un grand perdant : l'utilisateur qui, quel que soit le fournisseur, se retrouvera avec une facture alourdie. Avec des résultats très concrets : déjà 10% d'augmentation en sept mois (sept fois l'inflation !). Jusqu'aux 25% envisagés à un moment ?

Le résultat recherché est bien sûr la fin du tarif réglementé pour entrer dans des systèmes de tarification totalement « libérés » : les plus coûteux pour bénéficier d'un accès illimité, les pauvres subissant – eux – des restrictions d'accès à l'énergie. À noter que le Linky est l'outil idéal pour gérer une distribution discriminatoire : alors que les anciens compteurs ne pouvaient tenir compte que de deux états (heures pleines-heures creuses, un signal électrique permettant de déclencher par exemple un cumulus en heures creuses), le Linky peut en gérer huit. Donc, selon le prix de leur abonnement, certains usagers ne pourraient plus utiliser leur lave vaisselle ... ou leur chauffage à certaines heures de la journée. On peut s'attendre également à une gestion plus brutale car commandée à distance, au détriment des plus pauvres qui ont du mal à payer leur facture (12% des ménages).

Le projet Hercule dévoilé à l'automne 2019 veut achever le démantèlement d'EDF. Deux entités seraient créées. EDF vert qui contiendrait les « bijoux de famille » (Enedis, Dalkia, énergies renouvelables, activités commerciales), qui percevrait des revenus garantis (taxes ou cotisations obligatoires) et dégage des marges substantielles. Par exemple : Enedis fait des bénéfices de 600 à 850 millions d'€ par an qui jusque là remontaient en grande partie à

sa société mère, EDF. Avec la privatisation, ce serait les propriétaires privés qui encaisseraient ... et les usagers qui devraient compenser pour EDF ! Même système qu'avec les autoroutes.

L'autre entité, EDF bleu, reprendrait le nucléaire, RTE, les barrages. Avec sans doute des variantes. RTE n'est plus détenu qu'à 50 % par l'État. Par ailleurs, il a été question de vendre les barrages car ils sont totalement amortis, donc très rentables. Reste le nucléaire, invendable, qui serait au contraire renationalisé à 100 % (actuellement, l'État ne détient que 84,5 % d'EDF). Le nucléaire serait alors financé uniquement par l'impôt ou les factures des particuliers, notamment pour les coûts liés au démantèlement des centrales nucléaires – tout comme la construction d'EPR³ (Macron en prévoit six tranches nouvelles !) et de petits réacteurs modulaires (chimère tout aussi improbable).

Ce démantèlement se fait principalement pour des objectifs de court terme comme l'équilibre du budget. Il ne prépare en rien l'avenir d'un système énergétique orienté vers le renouvelable et dégagé des dangers du nucléaire. L'ensemble du secteur public de l'énergie constitue un bien commun et inaliénable, payé par

LE NUCLÉAIRE, UN PARI PERMANENT

Comme le disent ses thuriféraires, le nucléaire serait la technologie idéale pour produire de l'électricité avec un bilan neutre en carbone... si elle ne conduisait pas à l'exploitation et à l'empoisonnement des populations, du Niger¹ notamment, pour extraire l'uranium, si elle n'entraînait pas la pollution à très long terme des zones où sont implantées ses installations, si...

Le monde a connu trois accidents nucléaires majeurs : Three Mile Island (USA 1979), Tchernobyl (URSS 1986), Fukushima (Japon 2011)... et un chapelet d'autres d'importance variable². Chaque accident n'est pas bénin : effluves radioactives dans l'atmosphère, dans l'eau, dans la nature, etc. Ainsi, le relevé établi par la CRIIRAD³ en 2016 sur les conséquences de Tchernobyl⁴, donc 30 ans après et à 2 000 km de l'accident, fait état pour le césium 137 d'émissions de 30 000 Bq/m² en Alsace, de 11 000 à St Clair du Rhône, de 2 800 à Saint Genest Malifaux. Or cette radioactivité a déjà été divisée par deux. Certaines denrées en concentrent particulièrement : dans la Loire en 2016, 3 000 Bq/kg sec pour des bolets, 2 700 Bq/kg sec pour des chanterelles... 500 Bq/kg est la norme européenne à ne pas dépasser.

Des zones entières ont carrément été rendues inhabitables durablement : l'accident de Tchernobyl a contraint à l'évacuation de 250 000 personnes depuis une zone d'environ 3 000 km², à Fukushima c'était 300 000 personnes pour 1 150 km². Les effets à long terme sur la population sont cachés ou délibérément négligés par les autorités : par exemple, les pathologies à la naissance sont mal mesurées, tout particulièrement celles liées à Tchernobyl car étant principalement étudiées ... à New York.

Il faut noter qu'une centrale nucléaire à l'arrêt n'arrête pas le danger puisque le non-refroidissement du combustible peut entraîner la fusion du cœur du réacteur et donc un accident nucléaire majeur. Ce qui aurait pu se produire à Fukushima puisque les groupes électrogènes ont été noyés. La reproduction d'une catastrophe à la japonaise en France est plausible statistiquement vu le nombre de centrales, et y aurait des conséquences bien plus

l'impôt, donc par nous tous, sur l'évolution duquel on doit pouvoir se prononcer : cette décision de bradage est donc antidémocratique. Il est urgent d'avoir un vrai débat, indépendamment des pressions du pouvoir, sur l'organisation d'un dispositif énergétique qui ne conduise pas à l'espionnage systématique de nos données personnelles (par le Linky), qui préserve la santé de toutes et tous et le libre accès à l'énergie dont nous voulons avoir une utilisation sobre, écologiquement viable et solidaire.

1. Auteur du livre Les Voleurs d'énergie. Accaparement et privatisation de l'électricité, du gaz, du pétrole. Utopia, Paris, 2018.

2. Réseau de transport d'électricité (RTE), qui est gestionnaire du réseau public de transport d'électricité haute tension en France métropolitaine.

3. EPR : réacteur européen à eau pressurisée (pour Evolutionary Power Reactor) conçu par Siemens et Framatome, dit de troisième génération. C'est la technologie utilisée à Flamanville (au moins dix ans de retard et 9 milliards d'€ de dépassement), à Olkiluoto (Finlande, idem avec des indemnités de retard faramineuses), à Taishan (Chine, les seuls qui fonctionnent mais avec un dépassement de 5 ans pour un budget 60 % plus élevé que prévu).

redoutables : Fukushima est éloignée des grands centres urbains (250 km de Tokyo ... qui a pourtant failli être évacuée à un moment), alors qu'en France les centrales sont au voisinage de zones très peuplées (Saint Alban est à ... 29 km à vol d'oiseau de Saint-Étienne !).

Par ailleurs, la France est le pays qui utilise le plus le nucléaire pour sa production d'électricité (73% actuellement, 2e producteur mondial avec 58 réacteurs), et de très loin. En effet, aux États-Unis (1er mondial avec 100 réacteurs), le nucléaire ne compte que pour 20% de sa production électrique totale. La Chine est souvent citée car c'est elle qui construit le plus de centrales actuellement (48 réacteurs opérationnels et 9 en cours de construction, dont les deux seuls EPR en production à Taishan), mais le nucléaire ne devrait y peser que 7% en 2040.

Le Japon (48 réacteurs) ne produisait que 30% de son électricité par le nucléaire avant l'accident de Fukushima. Brutalement, il a dû cesser toute production. L'actuelle relance n'établit sa part qu'à 3% du total de la production électrique, et les Japonais ont de fait engagé leur reconversion vers des centrales ... à charbon (importé de l'Australie voisine), mais aussi de manière moins absurde vers les énergies renouvelables, en forte progression.

Pour la France, l'arrêt simultané de toutes les centrales entraînerait une catastrophe économique d'ampleur, avec l'obligation d'importer au prix fort les trois quarts de l'énergie électrique consommée (alors que le pays exporte selon les années entre 10 et 20% de sa production). Mais, au-delà d'un accident, se pose la question du démantèlement des installations existantes.

1. <https://www.revolutionpermanente.fr/Au-Niger-Areva-empoisonne-la-population>

2. <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-des-accidents-partout>

3. La Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD) est une association créée après la catastrophe de Tchernobyl de 1986. C'est elle qui a fait éclater le mythe d'un nuage radioactif qui se serait arrêté à la frontière française (propagé alors par le SCPRI, un service dépendant du ministère de la Santé !).

4. <http://www.criirad.org/tchernobyl/cp-tchernobyl-25avril2016.pdf>

STOP AU LINKY, 5G & MONDE CONNECTÉ

Le choix sociétal du tout numérique, imposé par nos gouvernants sous la pression des industriels, renforce la destruction du vivant et de notre environnement. L'ensemble de ces technologies va augmenter le brouillard électromagnétique (électro-smog) générateur de problèmes de santé. Or, les normes actuelles ne protègent pas par rapport aux risques encourus. Les effets à long terme, notamment biologiques, n'ont pas été mesurés scientifiquement. Ces transformations irréversibles impacteront les générations futures, ainsi que la faune et la flore.

PLUSIEURS MOBILISATIONS SONT ENGAGÉES CONTRE LE DÉPLOIEMENT DES COMPTEURS-CAPTEURS COMMUNICANTS (LINKY, GAZPAR, EAU) ET DU RÉSEAU MOBILE 5G. ILS INDUISENT LA MISE EN CIRCULATION EXPONENTIELLE D'OBJETS CONNECTÉS, DE VOITURES AUTONOMES, ETC., LE TOUT S'ARTICULANT DANS NOS QUARTIERS ET COMMUNES SELON LES CONCEPTS DE « VILLES SÛRES OU INTELLIGENTES » (SMART ET SAFE CITY).

NOUS VOULONS PESER SUR CES ENJEUX DE SOCIÉTÉ DONT NOUS SOMMES EXCLUS ALORS QU'ILS NOUS CONCERNENT

En conséquence, nous exigeons la publication et la prise en compte des nombreuses expertises indépendantes déjà existantes sur la question des ondes¹; l'organisation de débats ouverts à toute la population, ainsi qu'un droit de regard et de contrôle par le biais d'instances auto

constituées ; la reconnaissance et l'application du principe de précaution dès qu'un doute se manifeste. Et nous revendiquons dès maintenant l'arrêt du déploiement des compteurs-capteurs communicants pour l'électricité, le gaz, et l'eau, ainsi que l'arrêt du déploiement de la 5G, au niveau européen a minima. Cela passe aussi par la requalification des ondes électromagnétiques en danger avéré avec la remise en cause totale des normes² et usages actuels, par la remise en question de la société du tout connecté et des concepts de smart city. Enfin, nous affirmons la nécessité de sobriété énergétique au lieu des concepts fumeux de croissance verte et de développement durable basés sur le tout électrique, le tout numérique.

FAISONS LE CHOIX DE LA SOCIÉTÉ DANS LAQUELLE NOUS VOULONS VIVRE LE 13 JUIN 2020, À LYON,
- EN MANIFESTANT ENTRE LE CENTRE INTERNATIONAL DE LA RECHERCHE CONTRE LE CANCER³ ET BELLECOUR
- EN ASSISTANT (PALAIS DE LA MUTUALITÉ) AUX INTERVENTIONS D'ANNIE SASCO (CHERCHEUSE ÉPIDÉMIOLOGISTE), FÉLIX TRÉGUER (LA QUADRATURE DU NET) ET À D'AUTRES,
- EN PARTICIPANT (VILLAGE SUR LE QUAI DU RHÔNE) AUX ATELIERS, PRÉSENTATIONS...

1. Cf. notamment les études recensées ici : <https://www.americansforresponsibletech.org/scientific-studies>, et l'étude Mobi-kids concernant les enfants et adolescents : <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpubh.2014.00124/full>.

2. Les normes françaises actuelles sont parmi les plus laxistes : de 41 à 61 volts/mètre. La résolution 1815 du Conseil de l'Europe (2011) préconise un seuil de prévention pour les niveaux d'exposition à long terme aux micro-ondes en intérieur, conformément au principe de précaution, ne dépassant par 0,6 volt par mètre, et de le ramener à moyen terme à 0,2 volt par mètre. Cf. <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=17994>.

3. CIRC : Centre International de la Recherche contre le Cancer, 150 cours Albert Thomas à Lyon, est une annexe de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). C'est le CIRC qui, en 2011, a classé les ondes électro-magnétiques comme potentiellement cancérigènes (classement B2) : https://www.iarc.fr/wp-content/uploads/2018/07/pr208_F.pdf.

EST-CE VRAIMENT CE QUE NOUS VOULONS COMME FUTUR ?

Les industriels, soutenus par les pouvoirs publics, justifient ces technologies par la maîtrise énergétique, mais c'est l'inverse qui va advenir : les consommations d'énergie vont exploser avec la multiplication des data centers, objets connectés, portables et antennes (satellites, terrestres), voitures électriques autonomes. Tous nécessitent par ailleurs l'emploi de matériaux rares extraits dans des pays pauvres au mépris des droits humains et dans des conditions d'extrême pollution. De plus, ils rendront obsolètes des produits en état de fonctionnement.

L'usage de ces technologies intensifiera la surveillance de masse et le contrôle des individus par les États et les grandes entreprises : nos faits et gestes seront tracés dans nos domiciles par les capteurs communicants et les objets connectés ; dans l'espace public par les technologies des smart cities ; à travers nos déplacements en voitures, vélos et trottinettes connectées... Leur déploiement ira de pair avec des risques de piratage de grande ampleur.

La généralisation des algorithmes et des systèmes robotisés est présentée par les industriels et les États comme une promesse de croissance économique et de simplification administrative. Elle va en réalité supprimer massivement des emplois et rendre l'humain esclave de procédures automatisées. Le tout connecté engendrera un monde où nous serons totalement dépendants et sous contrôle de la technologie pour des pseudo services non indispensables et centrés sur les seuls besoins des entreprises.

Notre action s'inscrit dans la défense d'une société humaine et solidaire qui puisse exercer ses droits légitimes indépendamment des lobbies et de la logique financière. Nous vivons un tournant sociétal majeur qui appelle une mobilisation de grande ampleur pour remettre en cause le déploiement de technologies inutiles et dangereuses.

« LE SYNDICALISME, C'EST L'AUTO-ORGANISATION DES FAIBLES POUR SE DÉFENDRE CONTRE LES FORTS »

DANS LA PROTESTATION EN COURS CONTRE LES RETRAITES COMME DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX PRÉCÉDENTS, LES SYNDICATS FONT L'OBJET DE CRITIQUES : ILS SERAIENT NON REPRÉSENTATIFS, MUSELLERAIENT LA PRISE DE PAROLE ET L'EXPRESSION DES REVENDICATIONS, VOIRE FERAIENT LE JEU DU POUVOIR. COUAC A DISCUTÉ AVEC DENIS, SYNDICALISTE PENDANT PLUS DE TRENTE CINQ ANS DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION, DE CE QUE SIGNIFIE L'ACTION SYNDICALE, DES RAISONS DE LA FRAGILISATION ET DE LA FAILLITE DES APPAREILS SYNDICAUX, MAIS AUSSI DE CE QUE LE SYNDICALISME PEUT APPORTER DANS LES LUTTES ACTUELLES ET À VENIR.

ENTRETIEN

Comment as-tu commencé à faire du syndicalisme ?

Au départ je n'ai aucune culture syndicale – je viens d'un milieu de droite voire d'extrême-droite – mais j'acquies assez jeune une conscience politique de gauche par mon goût pour l'histoire, notamment de la Deuxième Guerre mondiale. Je commence à bosser en 1977, dans une école privée sous contrat. L'idée qu'il faut établir un rapport de forces sur son lien de travail est une évidence pour moi, et cela passe par le syndicalisme. Le syndicalisme, c'est l'auto-organisation des faibles pour se défendre contre les forts. Un syndicat doit, de mon point de vue, combiner une vision politique cohérente à une défense efficace des gens, qu'il s'agisse de la lutte contre le harcèlement moral, contre les discriminations, pour l'amélioration des conditions de travail, etc.

J'adhère donc à un syndicat dès le premier mois, à la CFDT. Celle-ci n'a rien à voir à l'époque avec celle qu'on connaît aujourd'hui. C'est une organisation basée sur une combativité ouvrière très forte, avec une culture très différente de la CGT, à l'époque globalement inféodée au Parti Communiste. Pour moi qui arrive après l'invasion de la Tchécoslovaquie, la CGT n'est pas envisageable, alors que la CFDT, organisation extrêmement diverse – depuis des chrétiens de gauche

jusqu'aux trotskistes et aux héritiers de mai 68 tendance anarchiste, a accompagné la lutte de Lip quelques années auparavant et continue à porter l'autogestion dans différentes entreprises. Sur l'éducation, sa revendication d'intégrer l'enseignement privé dans un grand service public laïc unifié me parle.

En quoi consiste alors ton engagement dans ce syndicat ?

Rapidement j'ai beaucoup d'activités – il faut dire qu'à l'époque je suis un peu glandeur comme prof, cela me laisse du temps... Puis il y a l'arrivée de la gauche, avec deux idées majeures pour nos actions : les lois Auroux et la volonté de fonder un service public d'éducation laïc. Mais on se fait lâcher par le gouvernement et, au sein de l'école, on s'en prend plein la gueule de la part de la direction. À l'époque, on est très surveillés, on essaie de nous contraindre à démissionner. Sans abandonner tout engagement, je prends de la distance. Mais je reviens dans le jeu syndical après la grande grève de l'hiver 1995. J'ai alors un congés pour préparer un concours, donc du temps. Je rate le concours cette année-là, mais je suis de toutes les manifestations. Ce sont les premières trahisons ouvertes de la CFDT, je décide de me

« Un syndicat doit combiner une vision politique cohérente à une défense efficace des gens »

battre contre et je prends des responsabilités, jusqu'à devenir le secrétaire général au niveau départemental. On réussit à faire l'unité de notre secteur

dans l'opposition à l'échelle régionale, mais on échoue à faire basculer la structure régionale interprofessionnelle contre la ligne de Nicole Notat. La cause est entendue, il n'y a plus rien à espérer. Au moment de la réforme sur les retraites

de 2003, on assiste à de nouvelles compromissions de la direction nationale et on décide de se tirer collectivement. On crée alors un syndicat national autonome qui, après des négociations avec la FSU et la CGT, adhère à Solidaires (les Sud). Localement, bien que minoritaires dans la profession, on réussit à progresser jusqu'à avoir des élu.e.s. Au bout de 10 ans, je me retire.

Quelle évolution du syndicalisme as-tu observée ?

La CFDT a opéré un « recentrage » dès 1979, mais localement, on n'en ressent pas les effets avant la fin des années 1990. Sous Notat, le calcul est fait que le nombre d'ouvriers va diminuer et qu'il faut donc se tourner vers les cadres, cette réorientation s'accompagnant d'un discours sur la « modernité ». Le syndicat se transforme peu à peu et évolue vers un syndicalisme de services : des « développeurs » sont recrutés pour conquérir de nouveaux secteurs, pour faire adhérer les gens en leur promettant des « services ». La direction veut imposer la CFDT comme le syndicat de cogestion avec le patronat, au prix de compromissions. Elle devient la première force syndicale mais elle ne le doit qu'à un moindre recul que les autres syndicats, grâce à son implantation dans le privé. Elle a en revanche perdu dans les services publics, notamment dans les hôpitaux, en 2003 puis en 2010.

Comment expliques-tu le recul de la participation aux syndicats, avec aujourd'hui un taux de syndicalisation faible ?

Les raisons sont à mon avis multiples. Parmi les enseignants, il y a un effet lié à la pyramide des âges : beaucoup ont été recrutés dans les années 1970 et sont partis à la retraite à peu près en même temps. Cela a créé une rupture générationnelle. Renforcée par le fait que depuis, les militants qui s'investissent sur des logiques transversales sont devenus plus rares, beaucoup privilégient des luttes plus spécialisées (écologie, etc.).

En s'inscrivant dans des logiques de branche et d'étiquettes, le syndicalisme n'a pas su défendre des positions revendicatives pour tout le monde. Ensuite les gouvernements utilisent ces divisions.

L'affaiblissement des syndicats s'inscrit de manière plus générale dans une crise globale de la représentation et des institutions, qui se sont peu à peu coupées de leur base. Pour les syndicats, cette crise s'explique également par l'augmentation du chômage et de la précarité – des logiques auxquelles les structures syndicales ont été très peu attentives.

Cela a aussi à voir avec leur mode d'organisation.

Les syndicats sont traditionnellement structurés par branches. La règle, qui a d'ailleurs été remise en cause par la Loi Travail sous Hollande, était que les conventions collectives adoptées au sein des branches n'envisagent que des dispositions supérieures à la loi. Cela a été une formidable source de progrès social, permettant, en 1936 comme à d'autres moments, d'améliorer les conditions de travail et de vie. Cependant ce fonctionnement s'est peu à peu vicié. Les salariés changeant désormais couramment de branche, ils sont moins enclins à se battre dans leur seule branche. Les progrès doivent être portés transversalement, ce que les syndicats ne savent pas toujours faire. Et cette structuration est devenue source de stigmatisation, le gouvernement et le patronat opposant les branches entre elles, pointant du doigt les supposés « privilégiés ». Les syndicats se sont mal défendus contre cela, se cantonnant à la défense de catégories. La mobilisation sur les retraites en est un bon exemple. Ils devraient réclamer les mêmes conditions pour tout le monde, contre par exemple la « clause du grand-père ». Mais ce n'est pas le cas : les pompiers arrêtent lorsqu'ils obtiennent des concessions, la solidarité n'est plus assurée entre salariés du privé et du public, etc.

L'affaiblissement du syndicalisme résulte donc aussi d'une stratégie du pouvoir ?

Absolument. Autant on était depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale dans une dynamique de renforcement de la protection des syndicalistes, autant on observe depuis quelques années un recul : des délégués syndicaux sont licenciés, leur avancement est bloqué, etc. Et dans la mesure où

« le syndicalisme n'a pas su défendre des positions revendicatives pour tout le monde. Ensuite les gouvernements utilisent ces divisions »

depuis 1995, le service public est le moteur de tous les mouvements sociaux, il est ciblé. Les employeurs privilégient les embauches en droit privé pour casser les statuts et les solidarités ; pour décourager les grévistes, le salaire est retenu le week-end si l'on fait grève vendredi et lundi, à l'hôpital les personnels sont réquisitionnés, etc. Le monde enseignant est particulièrement visé parce que c'est l'un des derniers bastions syndicaux organisés.

Il y a aussi des dynamiques plus insidieuses, moins visibles mais aux effets bien réels. Le pouvoir a fait le pari d'une bureaucratisation syndicale en réservant les heures de décharge pour la participation aux réunions d'instances officielles, en multipliant les réunions. C'est une façon de noyer les responsables syndicaux dans des tâches qui les coupent de la base. Cela a accéléré la professionnalisation de militants

et les syndicats sont devenus des structures de petits professionnels qui n'ont plus de comptes à rendre aux adhérents. Parce que pour défendre correctement des personnes, il faut partager leur vécu. La CFDT a été particulièrement touchée, mais toutes les organisations sont concernées.

En quoi le mouvement des Gilets jaunes invite également à interroger la pratique syndicale ?

Au début, comme beaucoup, j'ai eu des doutes sur ce mouvement. Puis j'ai compris qu'il se jouait quelque chose d'important. Il y a le recours à un contre-marketing efficace – les gilets jaunes, l'investissement des ronds-points – et surtout le fait que de nouvelles catégories sociales se posent des questions sur leur situation sociale, sur une base en fin de compte de classes. Mais avec une entrée beaucoup plus sociétale : la mobilisation se fait moins sur le statut en tant que salariés que sur le constat d'une même oppression. En retrouvant en quelque sorte les fondamentaux du syndicalisme du dix-neuvième siècle. J'ai donc rejoint ces manifestations, participé à des réunions. Mais cela m'a un peu déçu : on ne parvenait pas à mettre en place une organisation de travail et il y avait une forme de soupçon permanent envers les personnes qui ont un passé militant ou syndical, avec la volonté de déceler des « traîtres ». Cela m'a donné le sentiment d'une occasion manquée. Qui va malgré tout laisser des traces intéressantes en termes de politisation, de réflexion sur d'autres moyens d'organisation.

Dans ce contexte, le syndicalisme a-t-il perdu toute pertinence ?

Non ! Il y a d'ailleurs un certain renouveau. Je vois arriver de nouvelles générations, notamment dans l'enseignement primaire. Avec des jeunes qui font preuve d'une grande cohérence entre leur pensée politique et leur mode de vie, qui investissent autrement le boulot. Ils ont une vision vraiment politique de leur engagement – quel type d'école on veut, quelle place occupent les élèves au sein de l'institution, comment pense-t-on le rapport école-société, etc. – et ne se contentent pas des grèves ponctuelles rituelles. C'est comme cela qu'on peut comprendre que des personnes aient été en grève continue pendant plus d'un mois. Ce sont des mouvements minoritaires, mais c'est avec des minorités fortes et cohérentes qu'on arrive à initier des actions et à entraîner davantage de personnes. Un syndicalisme de combat est pour moi d'une utilité absolue, plus encore aujourd'hui qu'il y a quelques années car on retrouve des conditions de travail qui rappellent celles de la fin du dix-neuvième siècle.

Quelle forme peut alors prendre le syndicalisme aujourd'hui ?

Les débats du dix-neuvième peuvent précisément

nous être utiles. Rétrospectivement, pour le syndicalisme, le vingtième siècle est celui de l'imposition d'une vision étatiste, sociale-démocrate ou communiste. Il est nécessaire de rebâtir un syndicalisme différent. Il faudrait reformer une force syndicale revendicative unifiée – c'est une idée qui me semble faire son chemin au sein des syndicats eux-mêmes (par exemple CGT-FSU-Solidaires). On pourrait même imaginer d'autres modalités d'organisation syndicale. Par exemple comme le mouvement des bourses du travail qui a émergé à la fin du dix-neuvième siècle, en 1888 à Saint-Étienne. C'était un espace où coexistaient des militants de différentes sensibilités syndicales et où se transmettaient, sans étiquette, des techniques de revendication et de résistance. Ces bourses se sont même regroupées nationalement en 1892 pour faire avancer des revendications communes. Une telle structuration aurait du sens aujourd'hui, d'autant que les avancées sont plus à conquérir à l'échelle locale que nationale.

D'autres idées du 19e siècle mériteraient d'être revisités, telles que les sociétés d'entraide mutualistes, les coopératives de consommation, de production qui permettraient de remettre vraiment en cause le système capitaliste. Enfin, une dimension manque vraiment aujourd'hui, celle de l'internationalisme prolétaire. Alors que les marchés, les entreprises sont multinationales, les travailleurs se débattent seulement au niveau national. Or, au 19e siècle, sans Internet, les alliances syndicales internationales ont pu imposer le 1er mai, le combat pour les huit heures journalières. La capacité d'indignation amenait aussi des milliers de travailleurs dans les rues en solidarité avec d'autres réprimés ailleurs dans le monde.



DANS LA VILLE NOIRE II

UN DÉCOR NOMMÉ VILLE DE DESIGN

En 1990 après mon expérience à la Croix-Rousse, il devient évident qu'avec assez de motivation, des squats peuvent s'ouvrir dans n'importe quelle ville. Je rejoins *Tromatism*, un collectif de hard-core & de performances. Camions, groupe électrogène, sono, pieds-de-biche ; nous sommes prêts pour toutes les occasions... On participe à des ouvertures à Lille, Toulouse, Grasse, Rouen, Dijon, Rennes, tant d'autres villes... Assez vite, tout un réseau se met en place, des rencontres, des échanges, dans les villes comme dans les campagnes. Ma vie est mêlée à l'intersquat française des années 90. Je vis en camion, de maison en maison, d'ouverture en manif.

Je repasse des fois voir la famille, les ami.e.s, et vendre des acides, une denrée introuvable alors, banale pour nous... quelques buvards et hop la ville part en vrille une semaine...

Les tournées de *Tromatism* durent des mois. En France, nous évitons au possible les salles officielles : à Sainté, nous rencontrons une équipe prête à occuper une usine vide (la ville en est pleine) pour un concert sauvage avec notamment *Tranzophobia*, qui deviendra *La France pue* (asso qui organise encore plein de concerts de crust, hardcore punk... & autres), & *Alternativ'system* (qui organise plein de free parties éclectiques & fédératrices à l'époque).

Rue Neyron, pour le concert de *Tromatism*, « c'était ouvert & on est rentré »... L'après-midi on s'installe. Les gens se pointent au rencard prévu. Groupe électrogène, transe dans la danse... Les flics se pointent bourrés quand on reballe et l'un d'eux me parle même de sa jeunesse rebelle au son d'*Indochine*...

À la tournée suivante, en 96 (97 ?) au même endroit, ce coup-ci ça part en quenouille : invasion de baqueux, de civils qui tentent de forcer le portail, défendu tant bien que mal avec un barricadage de fortune. Au contact avec les flics, jets de canettes ; 200 personnes survoltées contre les gaz & les flashballs. Je calme un pote sur-véner qui caillasse à visage découvert – il sort de la ratière . Une équipe négocie avec les gradés. Ma mère, présente au concert, se souvient de ses années de militantisme. Elle participe assez brillamment à l'arrangement : pas de concert mais aucune arrestation. La foule entoure les camions qui roulent au pas pour partir. Un flic essaie de noter les plaques, déjà recouvertes : « t'as cru qu't'étais plus malin qu'nous ? » lui crie

Une bande de potes habillés tout en noir animés par l'énergie du désespoir [...] Plutôt crever la bouche ouverte que finir mouton dans un abattoir

À Hop³

Maï. Dispersion en centre-ville. Un de nos rares échecs.

J'avais pas prévu de revenir un jour à Sainté, mais, en 2004, après quelques années à Bruxelles, je m'y installe, un diplôme de correcteur en poche, un passage par la case drogues dures & un enfant... Je flashe sur le *St-Pierre*, le bar asso le plus déglingue & queer que cette ville ait jamais connu. Dans un chaos organisé se mêlent politiques de la zone & zone de la politique, toutes les rencontres y sont possibles. Les drogues -du speed & du shit essentiellement- & l'alcool y sont consommées assez librement, les musiques, discussions & rencontres sont diverses ... & la gestion des conflits efficace, du peu qu'il en advient... Me voilà voisin d'*Izmir*, une petite maison occupée depuis 2000. Peu d'habitants mais plein d'activités : musique, informatique libre, réparation de vélos, friperie gratuite. Il y a un ancrage réel dans Beaubrun, un quartier populaire. La première fois que j'y viens, je suis présenté comme *ex-Tromatism* & membre du *Club Radikal*, un collectif bruxellois de punks/pédés/queers à la réputation sulfureuse entièrement assumée.

Moi qui voulais faire le voisin sympa qui vient aider à l'occas'... Là-bas je vois des concerts, mes vieux potes de *Radikal Satan*, *Drowning Dog* & *dj Malatesta*... et je rencontre un violoniste avec qui on démarre un set pour faire les terrasses, ça devient le début d'une amitié rare et de *La Peau & Les Os*, un groupe qui débutera dans un camping, puis sillonnera les squats, ira à la rencontre des pinpins, jouera dans les manifs comme sur les marchés pendant cinq ans en duo & cinq de plus en trio électrifié. On fait nos premières impros dans le jardin du squatt chez pépette en haut du crêt-de-roch, qui comme, Beaubrun est un quartier à gentrifier dans le cadre du *Grand Projet Devil*.

Izmir marquera les esprits : tout en étant dans le maillage associatif de la ville, il met en avant des pratiques nouvelles ici : le prix libre, pour sortir du rapport marchand systématique ; la gratuité pour la friperie & les compils CD de *Tænía Solium* ; le Do It Yourself pour la reprise d'autonomie de chacun.e

par la mise en place de temps d'échanges de savoir, le féminisme avec la création de temps en non-mixité. Et puis le végétarisme, un sujet de friction à l'époque. Même si les restos à prix libre sont de délicieux festins, l'arsenal de blagues lourdes, de réflexions & de mauvaise foi est souvent de sortie. Un concert sauvage sur le parking d'un festival ; c'est le début de l'amitié avec les grunges déglingués d'Amiens, *Headwar*. Au petit matin, l'électro-grind des Belges Mammoult rugit encore. Le Festival des résistances permet à la *Beatnick Action Radicale* d'organiser un concert sauvage dans l'usine gutemberg avec *Avataria* & la *CNT*... Les filcs viennent puis repartent, puisque personne ne les a laissés rentrer, et qu'aucun meneur ne semble se dégager de ce collectif autogéré, où la responsabilité est collective.

Pour la manif anti-expulsion, je passe en avance au squat aider pour le caddie de son, les banderoles, etc. On a pas trop la pêche avant d'arriver à l'Hôtel de Ville : surprise, près de 200 personnes sont venues ; manif sauvage, irruption dans la mairie, déambulation, dessins à la craie et une banderole « squatte ta ville » est accrochée au balcon... Sainté me surprend, me séduit à nouveau... Retour au squat inévitable, je jongle entre activisme & parentalité.

L'avenue de Rochetaillé, une immense usine où j'habite un moment ne tient qu'un an. Le jour de l'expulsion, on est pas mal à être à Tanger, où l'on s'occupe des gamins de la rue avec l'association *Dharna*. A partir de cette expulsion, la plupart des endroits occupés ne réussissent pas à tenir très longtemps : *la poullaille*, le squat punk aux gourmandises vegan à Jaquard, *la sfero*, à la plaine Achille, un squat de concerts avec des boums endiablées & sulfureuses, *la rue Malescours*, les mûres du jardin & les groupes de la cave (*Fast arbeit babies*, le début de la connexion avec les camarades

strasbourgeois), *Denfert*, *l'Éphemère*, la discrète *Looze d'eau*, la *Sablière*, pour revenir dans la colline apache... La fatigue s'installe ; à chaque expulsion il faut tout remonter : L'élan autour de la *Gueule Noire* permet d'avoir une base d'activités, les restes des bibliothèques des squats y sont installés, l'essentiel des occupations restant pour les migrants. Les loyers restent bas et de nombreuses assos bataillent sur des sujets dont je n'avais jamais pensé qu'ils arriveraient ici : anti-carcéral, anti-psy, féminisme, LGBT+.

Avec « *Femmes libres* » se crée le seul groupe *CNT* en mixité choisie. Et petit à petit, la ville fait peau neuve ; sur d'anciennes usines démolies, des immeubles de bureaux pédants et prétentieux sont construits & restent quasi-vides. Des quartiers populaires sont rénovés, dans l'espoir qu'ils deviennent cités-dortoirs pour cadres lyonnais en mal de « qualité de vie ». Et pourtant ça prend pas vraiment, la ville reste magiquement pourrie. Un connard conceptuel veut repeindre la ville en jaune... On a du mal y croire. Le design, ce paradigme du croisement de l'art & du commerce, devint l'atout majeur de ce qui est devenu une Métropole... C'est-à-dire le rêve de tout édile, un lieu semblable à toutes les villes européennes, identiques, avec leurs centres aseptisés aux boutiques interchangeableables. Saint-Étienne essaie d'être compétitive, métropole et pôle spécialisé du sillon rhodalpin... mais ça marche pas vraiment. « Ville de design » est l'étiquette vendeuse qui met en valeur, nous martèle-t-on, le passé ouvrier de la ville, sa supposée identité.

Saint-Étienne tente tant bien que mal d'être autre chose qu'une banlieue dortoir de Lyon... Art, foot & business seraient les portes de sortie de la crise post-industrielle, après avoir saigné des milliers de travailleurs, les avoir

laissés sur le carreau et créé une génération vouée au chômage de masse & à la précarité ; un quart des stéphanois vit sous le seuil de pauvreté, les épidémies d'héroïne & la psychiatrie ont levé leur tribut, parfois chez ceux qui ne se résignaient pas, les activistes qui avaient tenu bon, évoluant dans leurs formes, leurs pratiques.

J'ai souvent vécu le « paradoxe du squatteur » : en habitant activement des zones en voie de réhabilitation, nous nous intégrons dans des réseaux, dans la vie réelle d'un quartier, et y organisons des pratiques que les gestionnaires de l'urbanisme s'approprient ensuite, avec leurs parodies hideuses de convivialité et de vivre-ensemble. Quand les « crew affinitaires » deviennent p'tite famille... C'est le propre du capitalisme que de recycler sa propre opposition en valeur prétendument immatérielle mais qui chasse les plus pauvres sans cesse plus loin & sans cesse plus démunis. Ils nous voudraient figurants chaleureux d'un décor pailleté, acteurs bénévoles d'une culture lissée de tout discours, créateurs d'un art vide de sens. À nous de ne jamais leur faire oublier que nos cultures sont celles de classes en luttes, à ne pas nous laisser enfermer dans les ghettos de l'entre-soi, à toujours s'ouvrir aux nouveaux combats et à sans cesse tout remettre en question... Un conseiller municipal s'inquiétait il y a peu que le bas coût de la vie amène ici « des militants autonomistes » (sic)...

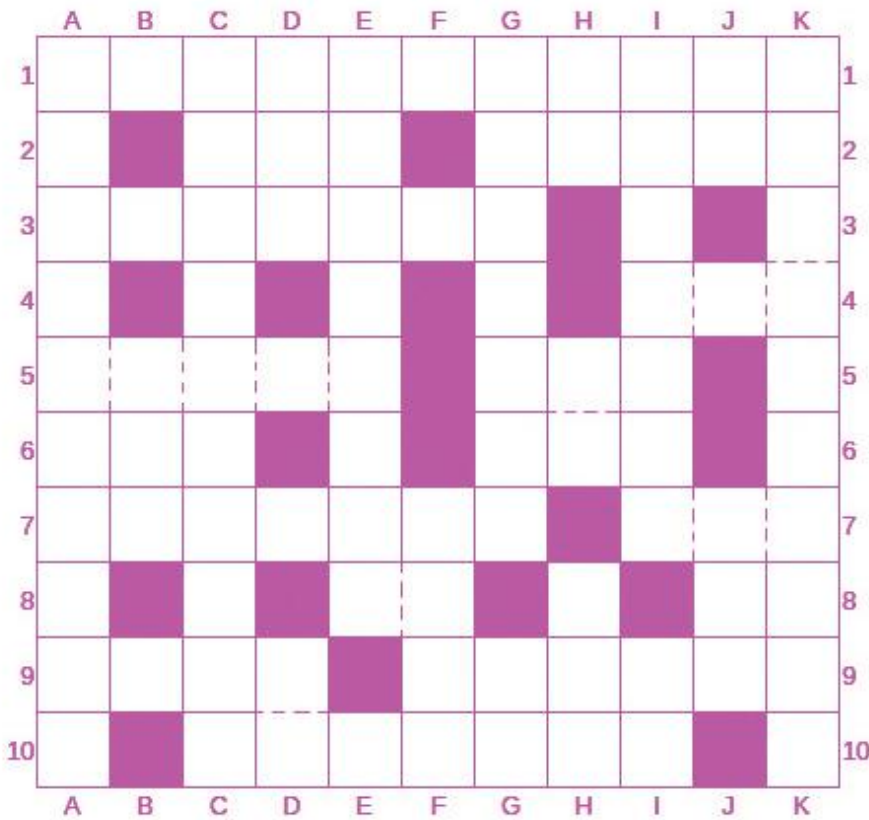
Pour la première fois, la ville Noire est éclairée de barricades en feu, ça pille un peu, caillasse. D'autres liens se tissent autour des ronds-points, des samedis de fête dans la rue. La bourse est occupée, une ancienne Poste ouverte...

& on attend la suite, comme partout ailleurs, qu'on reste à l'ombre des crassiers ou qu'on laisse, à nouveau, la ville Noire derrière soi...

1. Prison en *gaga*

CROISADES ÉLECTORALES

ENIGMES EN 2D AUTOUR
DU VOTE MAIS PAS QUE...



Réponses du numéro précédant
VERTIGES : A – effet de serre B – nausée, axe C – revus, Po D- routinière, A.L. E – gis, li, S.I.I., ni F – inhalerons, se G – étirer, témoin H – me, tu, E.P.O. I – épave, restent J – ri, A.P. K – TCL, recyclage L – ESAT, néo, oies
HORIZONS : 1 – énergie verte 2 – fa, oint, pics 3 – Fukushima, la 4 – es, Areva 5 – te, lle, E.P.R. 6 – dernier, en 7 – E.I., trace 8 – Seveso tue, yo 9 – urine, suc 10 – séismes, L.O. 11 – Râ, opérari 12 – expansion, Gé 13 – éolien, très

HORIZONS

1-organisation directe et partagée -2-arrose Colmar et Strasbourg/on la boit quand on se noie -3-le crédit qu'on lui donne fait souvent voter plus à droite -4- qu'est-ce qu'on se marre -5-mouroir collectif/préfixe d'égalité -6-on signe derrière, quand on vote/décision collective sans concertation populaire -7-chassée/achemine l'électricité en France -8-Racing Club/termine un groupe -9-jaune sans gilet/raja le nom sur le bulletin -10-les cagoules leur servent d'isoloir

VERTIGES

A-car donner sa voix veut aussi dire fermer sa gueule -B-pour à Madrid -C-quel boucan -D-vieille school/initials libérales -E-parasite de canapé -F-pâle pastel -G-concernant PMA et GPA, le débat l'est tout particulièrement/ comme art aux bases -H-la tienne/près de lui, il faut marcher droit/saison des canicules -I-cabine d'essayage démocratique/coutumes -J-problème ou récompense/ au but pour les bleus, tendu pour les hématomes -K-est contre toute régulation économique

FRAPPA-DINGBATS

ENTRE JEU DE MOT ET RÉBUS GRAPHIQUE, TROUVE DANS CHAQUE ÉNIGME UN MOT-COMPOSÉ OU UNE EXPRESSION...

